





**« LES ÉTATS ÉMERGENTS :  
VERS UN BASCULEMENT DU MONDE ? »**



## Sommaire

Accueil par M. Jean-Pierre Chevènement, président de la Fondation Res Publica .....	7
Introduction par M. Loïc Hennekinne, Ambassadeur de France, ancien Secrétaire général du Quai d'Orsay et membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica .....	
<i>« La diplomatie des pays émergents »</i> par M. Christophe Jaffrelot, Chercheur au CERI (Sciences Po), politologue, auteur de <i>« L'enjeu mondial, Les pays émergents »</i> (Presses de Sciences Po : 2008) .....	
<i>« L'émergence, une notion stratégique »</i> par M. Hervé Juvin, Président d'Eurogroup Institute, auteur de <i>« Le renversement du monde – Politique de la crise »</i> (Gallimard : 2010) ...	
<i>« L'émergence : souveraineté et interdépendance »</i> par M. Yves Saint-Geours, Directeur général de l'Administration et de la Modernisation du MAEE et ancien ambassadeur au Brésil (2009–août 2012).	
<i>« L'Indonésie, nouvel émergent »</i> par M. Loïc Hennekinne, Ancien ambassadeur en Indonésie .....	
<i>« La stratégie de la France vis-à-vis des États émergents »</i> par M. Jean-Pierre Raffarin, Ancien Premier ministre, Vice-Président du Sénat .....	
Débat final et conclusion de Jean-Pierre Chevènement .....	



Chers amis, bonsoir. Ce colloque est intitulé : « Les États émergents : vers *un basculement du monde* ? » (l'expression s'inspire librement du titre d'un livre de M. Juvin : « *Le renversement du monde – Politique de la crise* »).

M. Hennekinne est le maître d'œuvre de ce colloque. Ambassadeur de France, il a occupé de nombreux postes (en Indonésie, au Japon, au Canada, en Italie...), il fut aussi Secrétaire général du Quai d'Orsay. Il va lancer le débat avec M. Juvin, Président d'Eurogroup Institute, M. Jaffrelot, politologue et M. Saint-Geours, qui jusqu'en août dernier fut notre ambassadeur au Brésil. Nous attendons aussi M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre.

Avant de donner la parole à Loïc Hennekinne pour introduire ce colloque, je veux insister sur le fait que le sujet que nous avons choisi comporte une puissante dimension de réorientation de notre politique. C'est une autre vision du monde et de notre développement et, au moment où l'accent est mis sur la compétitivité de l'économie française, il faut savoir vers quoi nous regardons.

LOÏC HENNEKINNE

Merci, Monsieur le Président.

Mesdames, Messieurs, chers amis.

Dans les dix années qui ont suivi la chute du Mur de Berlin, nous avons été abreuvés de discours et d'ouvrages sur les modes d'explication de ce que serait le monde futur. Il y eut « *La fin de l'Histoire* » de Fukuyama<sup>1</sup>, « *Le choc des civilisations* » de Huntington<sup>2</sup>, le « nouvel ordre mondial » proposé par le Président Bush père en 1990<sup>3</sup>, la fin des États nations, toutes choses qu'André

---

<sup>1</sup> « *La fin de l'Histoire et le Dernier Homme* », de Francis Fukuyama (éd. Flammarion : 1992)

<sup>2</sup> « *Le choc des civilisations* », de Samuel P. Huntington (éd. Odile Jacob :2000)

<sup>3</sup> Dans son Discours au Congrès du 11 septembre 1990, le Président George Bush avait déclaré : « *Nous nous trouvons aujourd'hui à un moment exceptionnel et extraordinaire. La crise dans le golfe Persique, malgré sa gravité, offre une occasion rare pour s'orienter vers une période historique de coopération. De cette période difficile, notre cinquième objectif, un nouvel ordre mondial, peut voir le jour : une nouvelle ère, moins menacée par la terreur, plus forte dans la recherche de la justice et plus sûre dans la quête de la paix. Une ère où tous les pays du monde, qu'ils soient à l'Est ou à l'Ouest, au Nord ou au Sud, peuvent prospérer et vivre en harmonie.* »

Fontaine (ancien directeur du journal *Le Monde*) avait plaisamment qualifiées de *paradigmes artificiels*<sup>4</sup>. Il voulait, j'imagine, se gausser de l'invasion « paradigmatique » dans les discours des spécialistes contemporains et indiquer que ces modèles n'avaient pas fait long feu et devaient être considérés avec précaution.

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle nous sommes entrés dans le concret et nous avons pris conscience des épreuves qui s'annoncent à nous pour les décennies à venir.

La première de ces épreuves est la dérive financière et spéculative que les États n'arrivent ni à modérer ni à réguler. Plusieurs colloques ont été consacrés par la Fondation Res Publica<sup>5</sup> à ce problème.

En deuxième lieu, nous sommes confrontés à l'apparition et à la montée sur la scène internationale de nouveaux acteurs, à la fois dans les domaines économique, commercial et, très probablement, politique. Ce phénomène de l'émergence n'est pas totalement nouveau. Les plus anciens dans cette salle se souviendront que, dans les années 60, nous faisons notre miel d'un ouvrage de l'économiste américain Rostow « *The Stages of Economic Growth* »<sup>6</sup>. Plus tard, au début des années 1980, la Société financière internationale (SFI) avait appelé l'attention, des investisseurs notamment, sur le phénomène de croissance forte qui apparaissait dans un certain nombre de pays jusqu'alors dits « en développement ». Mais c'est surtout à partir de 2001, lorsqu'un financier de Goldman Sachs a inventé l'acronyme « BRIC » pour caractériser la situation du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine<sup>7</sup>, que ce phénomène a été de plus en plus commenté. Qu'il ait d'abord intéressé les financiers n'a rien d'étonnant. En effet, ces pays émergents ont connu une très forte croissance depuis le début du siècle et, même après la crise financière de 2008, ils gardent des taux de croissance de l'ordre de 7 %, au moment où la moyenne dans nos pays

---

<sup>4</sup> « *Les paradigmes artificiels* », article de André Fontaine, éd. Armand Colin, Revue internationale et stratégique, janvier 2001

<sup>5</sup> Voir les actes du colloque du 23 janvier 2012 « La Réforme des banques », du 14 novembre 2011 « La Réforme du système monétaire international » ([http://www.fondation-res-publica.org/Actes-des-colloques-de-la-Fondation\\_a495.html](http://www.fondation-res-publica.org/Actes-des-colloques-de-la-Fondation_a495.html))

<sup>6</sup> « *The Stages of Economic Growth* » de Rostow, de Walt Whitman (1960, 2d éd. 1971), traduit de l'américain par M.J. du Rouret, sous le titre « *Les étapes de la croissance économique* » (éd. Du Seuil :1962)

<sup>7</sup> L'acronyme BRIC a été utilisé pour la première fois en 2001 par Jim O'Neil, un économiste de Goldman Sachs, pour évoquer la puissance grandissante des économies émergentes.



industrialisés peine à atteindre 2,5 % ou 2,7 %. Leurs exportations connaissent également une très rapide progression. Ces pays, qui disposent de ressources énergétiques et minières et dont le poids démographique n'est pas négligeable, avec des classes moyennes en expansion à la fois quantitative et qualitative, intéressent nos exportateurs et nos investisseurs. Ces nations ont aussi une appétence à jouer un rôle plus actif sur la scène internationale, en tout cas dans leur sphère régionale, et ils ont tendance à remettre en cause le « principe de non-ingérence » qu'affectent d'apprécier un certain nombre de pays occidentaux.

Variété et hétérogénéité caractérisent le phénomène de l'émergence. C'est la raison pour laquelle la Fondation Res Publica a décidé d'approfondir ce sujet avec plusieurs intervenants :

Le premier sera Christophe Jaffrelot qui adoptera une approche géopolitique du phénomène de l'émergence. Hervé Juvin se placera plutôt dans une approche économique et commerciale. Nous nous intéresserons ensuite à deux cas concrets : Yves Saint-Geours qui, il y a quelques mois encore, était notre ambassadeur à Brasilia, nous parlera du Brésil, qui est déjà un grand émergent. Je me réserverai le cas d'un néo-émergent, l'Indonésie, où j'ai représenté la France de 1986 à 1989 et dont je me suis occupé plus récemment à la tête d'une ONG. Puis Jean-Pierre Raffarin nous rejoindra pour évoquer ce que peut être la stratégie de la France vis-à-vis de ces pays émergents, avant la conclusion qui sera tirée par Jean-Pierre Chevènement.

Je vais donner tout d'abord la parole à Christophe Jaffrelot. Politologue, diplômé de Sciences Po, de l'Inalco (Langues orientales) et de Paris I, il a été directeur du Centre d'études internationales (Sciences Po). Il est aujourd'hui directeur de recherche au CNRS. C'est un très grand spécialiste de l'Inde et du Pakistan, pays sur lesquels il a écrit de nombreux ouvrages.

*La diplomatie des pays émergents*

Merci de me donner l'occasion de vous faire part d'un travail que j'ai réalisé pour la Direction de la Prospective du Quai d'Orsay et à l'occasion duquel je me suis intéressé à la diplomatie des pays émergents.

*Pourquoi parler de diplomatie des pays émergents ?*

Nous avons mis du temps à situer les émergents sur l'écran radar de notre diplomatie. Notre lecture du monde reste assez géographique. Le Quai d'Orsay continue d'adopter un découpage largement structuré en actions régionales. Il nous faut donc un peu de temps pour percevoir les tendances transversales, pour voir la façon dont des pays émergents s'organisent et se coordonnent.

*La coordination croissante des pays émergents*

On voit s'organiser des plates-formes communes qui ne sont pas géographiques mais transversales.

Par exemple depuis 2003, une sorte de trilatérale du sud, l'**IBAS** (*IBSA* en anglais) regroupe l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud. Cette plate-forme avait pour vocation d'obtenir un siège au Conseil de sécurité pour l'Inde et le Brésil. Mais on se rend compte aujourd'hui qu'elle est un véritable instrument de coopération Sud/Sud. Les pays de l'*IBSA* se réunissent très régulièrement, à un rythme semestriel pour ce qui est de la commission de l'*IBSA*. L'ancrage administratif est très intéressant : un pays comme le Brésil – Yves Saint-Geours le sait mieux que moi – a un « *IBSA desk* » qui donne à son administration tournée vers les affaires internationales une réalité bureaucratique. L'ancrage administratif est toujours très utile pour mesurer l'importance d'une orientation diplomatique. La liste serait très longue de tous les représentants administratifs des pays de l'IBAS : agriculture, aide au développement, commerce et

investissement, culture, défense, éducation, santé, technologie... à tous les niveaux, ces trois pays ont densifié leurs relations.

Bien sûr, la coalition principale est celle que Loïc Hennekinne évoquait, les *BRICS* (qui se conjuguent au pluriel depuis que l'Afrique du sud a rejoint cette coalition). Ils fonctionnent un peu différemment : ce sont les sommets des chefs d'États et de gouvernements qui scandent le rapprochement de ces quatre pays (maintenant cinq), Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du sud. Le premier a eu lieu en 2009 à Ekaterinbourg, le deuxième à Brasilia en 2010, le troisième à Sanya (Hainan) en Chine en 2011 et le dernier en mars dernier à New Delhi.

Ces sommets sont très intéressants pour nous dans le sens où ils nous révèlent *un objectif stratégique et un objectif tactique*.

L'objectif stratégique qui ressort des résolutions élaborées par chacun de ces sommets est un ordre mondial où ils auront voix au chapitre. Ils ne cessent de réclamer une démocratisation de l'ordre mondial et un monde vraiment multipolaire. L'objectif de long terme est donc de se faire une place au soleil. D'ailleurs on revendique aussi – avec quelque mauvaise foi parfois pour ce qui est des Chinois – un siège au Conseil de sécurité pour l'Inde et pour le Brésil, les deux non-représentés parmi les gros émergents.

L'objectif tactique que l'on voit revenir à chacun de ces sommets est *un poids plus important dans les institutions financières internationales*. Ces sommets ont ciblé un objectif de court terme : augmenter le poids des pays émergents au FMI, à la Banque mondiale. On pourrait multiplier les citations. Je n'en ferai que deux : « Le FMI et la Banque mondiale doivent corriger d'urgence leur déficit de légitimité. Les pays émergents ont vocation à y occuper une plus grande place » et « le FMI et la Banque mondiale ne peuvent pas être dirigés exclusivement tour à tour par les États-Unis et l'Europe, les autres pays étant systématiquement exclus de la gouvernance », déclarait il y a peu Dilma Rouseff.

Donc, objectif de long terme : une démocratisation de la gouvernance mondiale, objectif de plus court terme : un poids accru dans les instances financières internationales.

Avec les IBAS et les BRICS, nous voyons arriver deux coalitions dont l'agenda bouscule l'ordre établi.

## *Le poids relatif des émergents dans la diplomatie internationale.*

On ne peut pas conclure aujourd'hui à un succès, sans coup férir, de ces stratégies.

Certains objectifs de type financier, dans l'ordre des institutions internationales, ont été en partie atteints. L'évolution du poids des émergents en termes de quote-part au FMI depuis quinze ans, réévaluation après réévaluation, montre bien la montée en puissance des émergents. Il y a seulement quinze ans, aucun des BRICS ne figurait parmi les huit pays qui pesaient le plus lourd au FMI. Aujourd'hui la Chine, l'Inde, la Russie et le Brésil font partie des dix pays qui pèsent le plus lourd au sein du FMI tandis que des pays européens comme les Pays-Bas ou l'Espagne sont sortis de cette liste. Donc il y a eu *un début de basculement*.

Mais lorsqu'il s'est agi de désigner un successeur à Dominique Strauss-Kahn, on a vu les BRICS incapables de former la coalition qui permettrait de faire élire l'un des leurs. Christine Lagarde a d'ailleurs été élue avec la complicité des Chinois en échange d'un poste de vice-président. On voit bien là comment l'unité de cette coalition se fissure dans certaines circonstances. De même, c'est un candidat américain qui a réussi à succéder au sortant de la Banque mondiale. Les Européens et les Américains ont gardé la haute main sur deux institutions qui, pourtant, étaient le cœur de cible des BRICS.

D'autres exemples incitent à relativiser le poids des émergents dans la diplomatie internationale. Des divisions se manifestent lorsque certains prennent des initiatives qui peuvent apparaître intempestives aux yeux des autres. Ce fut le cas à l'occasion de l'initiative Lula-Erdogan sur le nucléaire iranien en mai 2010<sup>8</sup>. La Russie et la Chine en ont pris ombrage et ont préféré que le Conseil de sécurité

---

<sup>8</sup> L'Iran, la Turquie et le Brésil avaient alors adopté une proposition commune d'échange sur le territoire turc de combustible nucléaire iranien contre de l'uranium enrichi à 20%. L'accord, fruit d'une médiation du Brésil et de la Turquie, avait été signé le 16/05/2010 par les ministres des Affaires étrangères des trois pays en présence des présidents iranien, Mahmoud Ahmadinejad, et brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, et du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan. Le projet prévoyait l'envoi en Turquie par l'Iran de 1 200 kilos de son uranium faiblement enrichi (3,5%), pour y être échangé dans le délai maximum d'un an contre 120 kilos de combustible hautement enrichi (20%) nécessaire au réacteur de recherche nucléaire de Téhéran.

– où ils siègent – garde la haute main sur des affaires aussi sensibles que le nucléaire iranien.

Donc l'« unité » et le poids de ces émergents restent limités.

### *Une « force d'inertie »*

Pour apprécier la force des émergents dans le monde d'aujourd'hui, l'expression « force d'inertie » convient assez bien.

*Si les émergents ne sont pas parvenus à leurs fins, s'ils n'ont pas encore fait basculer le monde, en tout cas au niveau de la diplomatie internationale, ils l'empêchent parfois de bouger dans le sens souhaité par les Occidentaux.* On le constate dans trois enceintes multilatérales majeures de notre système international : l'OMC, la négociation climatique et le Conseil de sécurité, trois univers où les émergents ont fait bouger les lignes.

L'OMC est le premier lieu où les émergents forment une coalition. En 2003 eut lieu le premier « G20 », rassemblant, au sein de l'OMC, des pays émergents (en tout cas des pays guidés par des émergents), le Brésil, l'Inde et, dans une moindre mesure, la Chine, qui voulaient arrêter la collaboration américano-européenne vers plus de libre-échange. Pour la première fois, un rapport de force s'est transformé, voire inversé.

On a vu par exemple les critères de Singapour (qui avaient été négociés dans cette ville au milieu des années 1990<sup>9</sup> pour réguler la concurrence, l'investissement et les marchés publics) bloqués par les conditions à la ratification de traités imposées par les pays émergents.

Et surtout on a vu le cycle de Doha<sup>10</sup> s'enliser en partie en raison de la capacité des émergents à résister aux pressions européo-américaines (même si les Américains sont aussi largement responsables de l'enlisement du cycle de Doha.

---

<sup>9</sup> La Conférence Ministérielle à Singapour avait eu lieu du 9 au 13 décembre 1996. Avaient participé à ce rassemblement les Ministres du commerce, des affaires étrangères, des finances et de l'agriculture de plus de 120 gouvernements Membres de l'Organisation mondiale du commerce et des gouvernements qui avaient engagé la procédure d'accession à l'OMC. C'était la première Conférence depuis l'entrée en activité de l'OMC le 1er janvier 1995.

<sup>10</sup> Le Cycle de Doha (aussi appelé « Programme de Doha pour le développement », l'un de ses principaux objectifs étant d'améliorer les perspectives commerciales des pays en développement), qui visait à réformer en profondeur le système commercial international par la réduction des

L'OMC est la première enceinte où le rapport de force a bougé.

Le deuxième lieu où on voit les émergents jouer un rôle croissant est un cadre onusien, *la négociation climatique*. Nul n'a oublié le choc que fut l'échec de Copenhague<sup>11</sup>, un véritable tournant. En 2009, les émergents, toujours accompagnés des Américains, mettent un pied dans la porte pour empêcher que la négociation – que les Européens pensaient avoir si bien préparée – n'aboutisse. On peut dire que nous ne nous sommes jamais réellement relevés de ce revers. On l'a vu lors de la négociation de 2010 à Cancún, on l'a vu l'an dernier à Durban, on vient de le voir à Doha<sup>12</sup> où la négociation qui s'est achevée hier montre que le cycle de la négociation climatique est tout autant enlisé que le cycle de la négociation à l'OMC. [Doha, décidément, ne réussit pas à la négociation internationale !]

Le troisième site, le plus important, est *le Conseil de sécurité*. Certes il n'y a guère que deux BRICS qui siègent en permanence au Conseil de sécurité mais ils ont reçu depuis quelques années de façon récurrente le soutien de membres non permanents. Aujourd'hui siègent aussi l'Inde et l'Afrique du sud. Quatre pays émergents, quatre BRICS, vont donc se retrouver de manière récurrente sur des positions qui ne sont pas du tout en phase avec la diplomatie occidentale.

On l'a vu à l'occasion du problème libyen, on l'a vu encore plus et on le voit toujours aujourd'hui à l'occasion du problème syrien.

---

obstacles au commerce et des règles commerciales révisées, fut lancé officiellement à la quatrième conférence ministérielle de l'OMC, tenue à Doha (Qatar), en novembre 2001.

<sup>11</sup> La conférence de Copenhague, 15<sup>ème</sup> conférence annuelle des représentants des pays ayant ratifié la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique et 5<sup>ème</sup> rencontre des États parties au Protocole de Kyoto, s'est tenue du 7 au 18 décembre 2009. Elle devait être l'occasion de renégocier un accord international sur le climat prenant la suite du Protocole de Kyoto, dont les engagements devaient prendre fin en 2012. À l'issue de la réunion des chefs d'État, un accord a été présenté mais n'a pas été officiellement adopté par les 193 pays présents. Cette déclaration politique a été le fruit de négociations entre 26 pays industrialisés et émergents, mais menées essentiellement par les États-Unis, l'Inde, la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud. Elle ne comprend pas d'objectifs contraignants de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les pays industrialisés ont accepté de consacrer, à compter de 2020, une aide annuelle de 100 milliards de dollars américains aux pays en développement et d'examiner pour ce faire des financements innovants. L'accord ne prévoit pas la création d'une instance internationale pour vérifier la mise en œuvre des engagements de chaque pays.

<sup>12</sup> La dernière conférence climatique annuelle des Nations Unies s'est tenue du 26 novembre au 8 Décembre 2012 à Doha, capitale de l'état pétrolier du Qatar,

En 2011, suite à la rébellion de Benghazi, on a réussi à faire passer la résolution 1973 (17 mars 2011), grâce à l'abstention des émergents (Brésil, Chine, Inde, Russie). Ils ont ensuite regretté de s'être abstenus, considérant qu'on était allé trop loin en boutant dehors les responsables libyens avant de les faire passer par trépas.

Mais l'affaire syrienne est encore plus importante car elle est tout à fait révélatrice du fait que les pays émergents ne souhaitent pas d'intervention étrangère qui puisse avoir pour conséquence un changement de régime. On l'a vu de façon très spectaculaire l'an dernier lorsque l'Inde a assuré la présidence tournante du Conseil de sécurité. Partie pour Damas avec une délégation comprenant aussi des Brésiliens et des Sud-Africains, elle a fini par renvoyer dos à dos les rebelles et le régime d'Assad.

On voit là un symptôme fort de *refus d'intervention extérieure* au nom d'un principe double : *le principe régional* (on souhaite que les régions trouvent les solutions à leurs problèmes) et *le souverainisme* (qui l'emporte sur l'interventionnisme).

Le point qui concerne le régionalisme est très important. Déjà, lors de l'affaire libyenne, l'Afrique du sud affirmait que c'était à l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine), non aux Nations Unies de régler l'affaire libyenne. Là on retrouve la même rhétorique : c'est à la Ligue arabe de trouver la solution en Syrie, ce n'est pas aux Nations unies. Ceci nous ménage la possibilité de botter en touche, laissant les pays de la région régler la question.

Mais la principale explication de ce refus d'intervention doit être cherchée dans un souverainisme obsidional. Nous avons affaire à des pays pour lesquels la souveraineté de l'État est presque sacralisée. C'est à ce titre que de nombreuses formes d'interventions sont refusées.

Pour comprendre pourquoi des pays aussi différents que la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du sud, la Russie sont à ce point préoccupés par la souveraineté nationale, on ne peut pas faire l'économie du détour par l'histoire. Il y a un héritage lourd, ces pays qui ont été victimes de formes de colonialisme, de formes d'impérialisme, ont opté, dès qu'ils sont devenus indépendants, pour des formes de souverainisme et de non-alignement. C'est, dans le cas du Brésil, le principe du Baron de Rio Branco<sup>13</sup> de non-ingérence, le souci de respect de l'État-nation tel qu'il existe.

---

<sup>13</sup> José Maria da Silva Paranhos Júnior, Barão do Rio Branco, (1845-1912), ministre des Affaires étrangères du Brésil entre 1902 et 1912, négocia des litiges frontaliers entre le Brésil et ses voisins

Cette attitude a une autre explication très importante et non dite, c'est que ces pays, qui ont leurs propres problèmes internes, s'opposent aux interventions extérieures de peur qu'on intervienne chez eux. La question cachemirienne en Inde, la question tchétchène en Russie, la question des Ouïgours et des Tibétains en Chine, sont de très bonnes raisons d'empêcher l'idée d'intervention extérieure de prospérer dans les cadres multilatéraux.

Mais cette hostilité aux interventions extérieures reflète aussi *la superficialité de l'engagement au nom des droits de l'Homme*. L'appétit pour la défense des droits de l'Homme et de la démocratie est quelque chose que, même dans un pays comme l'Inde, on peut mettre en question. Je ne citerai que deux phrases de l'actuel *National Security Advisor* indien, Shiv Shankar Menon : « Avons-nous la responsabilité de promouvoir la démocratie et de nous battre pour nos valeurs à l'étranger ? Oui et non. Oui, si nous avons les moyens de réussir à coup sûr ... ». Or on n'a jamais les moyens de réussir à coup sûr et on voit là les limites de l'engagement démocratique dans ce qu'on appelle la plus grande démocratie du monde.

### *Une nouvelle diplomatie ?*

Toutes ces réserves ne doivent pas nous empêcher d'élaborer *une stratégie de rechange*. Ces pays pèsent, comptent, on ne peut plus faire sans eux.

S'ils n'agrément ni l'intervention extérieure ni la négociation multilatérale, quelles sont les alternatives et quel type d'action peut-on avoir ? Nous ne pouvons pas rester enlisés dans toutes les enceintes que je viens de citer, sans chercher des alternatives, des solutions de rechange.

L'une des hypothèses de travail qui me paraîtrait prometteuse serait de faire de l'« *engagement* » avec les émergents démocratiques qui, malgré ce que dit Shiv Shankar Menon, ont tout de même un substrat idéologique, un système de valeurs qui est en affinité avec le nôtre. Or, il ne faut pas s'y tromper, c'est l'avenir d'un système de valeurs qui est en cause. Dans quinze, vingt ou trente ans, le système de valeurs que nous représentons, et la Charte de l'ONU qu'il a

---

et consolida les frontières du Brésil moderne. Son habileté diplomatique et son travail en ont fait un des Brésiliens les plus illustres. Sa grande contribution fut la conquête par voie diplomatique de très nombreux territoires pour le Brésil. Il fut nommé baron peu avant la fin de la période impériale.



permise, seront l'un et l'autre mal en point si les lignes n'ont pas bougé. J'entendais récemment des diplomates expliquer que, s'il fallait revoter aujourd'hui la Charte des Droits de l'Homme de 1945, on aurait beaucoup de mal à obtenir une majorité.

Faire de l' « *engagement* » avec les pays qui partagent en partie nos valeurs, ce serait par exemple saisir la perche que nous tend le Brésil lorsqu'il suggère, plutôt que de parler de « responsabilité *de* protéger », de parler de « responsabilité *en* protégeant ». Plus qu'un jeu de mots, il y a derrière cette proposition une marge de négociation, des débats à mener. Il ne faut surtout pas la négliger, la rejeter d'un revers de la main.

Il y a du côté de l'Afrique du sud, du côté de l'Inde, des alternatives à l'actuel binôme sino-russe. L'idée serait donc de faire en sorte qu'on réussisse à engager un dialogue avec les émergents démocratiques. Ce dialogue pourrait, par exemple, prendre la forme d'un sommet qui regrouperait l'Union européenne et les pays de l'IBAS (Inde, Brésil, Afrique du sud) en se prévalant de valeurs communes.

Je conclurai en disant que ceci ne peut pas attendre que les BRICS se divisent. Même si on observe des divisions, on ne peut pas compter sur une telle évolution. Tant que l'Occident occupera le haut du pavé les pays émergents auront une bonne raison de rester unis pour déloger, à leur profit, ceux qui occupent les premières places. Ils se diviseront facilement quand ils seront eux-mêmes en responsabilité mais cela prendra un peu de temps et, jusque-là, ils vont sans doute rester unis.

La question de l'union est aussi celle de l'union de l'Occident derrière ses valeurs, au nom de ses valeurs. C'est là que nous avons d'autres politiques à mener, au sein de l'Union européenne, où il y a beaucoup de dissensions, et des deux côtés de l'Atlantique. Je reviens de Washington où les sirènes de l'Asie sont entendues de façon très forte tandis que l'Europe ne paraît plus guère sur l'écran radar. Dans le débat entre Mitt Romney et Barack Obama, l'Europe est apparue une fois, au détour d'une phrase... c'était un débat de politique étrangère.

Merci, Christophe Jaffrelot.

Hervé Juvin va maintenant nous décrire le phénomène économique et commercial que représentent les États émergents. Il est l'auteur d'une analyse remarquée sur *Le renversement du monde – Politique de la crise*.

*L'émergence, une notion stratégique*

Le constat est d'évidence ; dans plusieurs régions du monde, une transformation économique extrêmement rapide et brutale a vu le jour, dont les expressions manifestes sont l'augmentation du revenu moyen, la modernisation des activités, la part dans les échanges mondiaux. Si l'on peut parler d'économies émergentes, la notion d'« États émergents » me paraît beaucoup plus compliquée, probablement aléatoire et à prendre avec infiniment plus de précautions.

Quelques images pour illustrer l'expression « Economies émergentes » :

Le PIB par habitant de Hong Kong est environ 30 % supérieur à celui de la France.

Il y a trois semaines, en Corée du sud, j'ai découvert en visitant une entreprise industrielle, un des grands fournisseurs de Samsung, que le salaire moyen y est à peu près 25 % plus élevé que le salaire moyen industriel français.

Beaucoup d'entre vous pourraient sans doute témoigner d'un troisième constat : il y a dix ou quinze ans, un voyageur français en mission à titre public ou privé, en Asie par exemple, ne se préoccupait pas du prix des hôtels dans lesquels il descendait. Aujourd'hui, en Chine comme en Inde ou ailleurs, certains hôtels, certains prestataires sont au-dessus des moyens d'un cadre, d'un envoyé en mission français ou européen. C'est probablement le phénomène le plus brutal auquel nous sommes confrontés ; nous ne sommes plus les « riches » du monde !

« *Emergence* », qu'y a-t-il derrière ce mot ?

Le mot est occidental, et plus précisément, est issu du monde de la gestion financière ; les émergents ont d'abord été un concept d'investissement.

Assez peu de pays que nous disons « émergents » se définissent spontanément comme tels. Pour l'Inde et la Chine, il ne s'agit pas d'émergence mais tout simplement de reprendre la place qui était la leur il y a moins de deux siècles, lorsqu'ils représentaient dans l'économie mondiale la part que leur conférait naturellement leur poids démographique.

Pour d'autres pays, il s'agit d'un phénomène national dont la dimension politique est évidente. En 1965, le niveau de vie du Coréen du sud était trois fois inférieur à celui du Malgache. Aujourd'hui, le niveau de vie moyen du Coréen du sud est quinze fois supérieur à celui du Malgache, et la Corée du Sud est un concurrent qui fait peur au Japon ! La mobilisation coréenne est d'abord nationaliste, et son émergence est d'abord le moyen de sa sécurité.

En réalité, nous sommes face à une *hétérogénéité de situations économiques* tout à fait impressionnante.

Je voudrais, relativement à cette situation d'émergence, soulever *trois redoutables trompe-l'œil*.

Quand nous parlons d'émergence, nous pensons spontanément commerce (OMC, Accord général sur le commerce des services etc.). Nous devrions une fois pour toutes considérer que *les échanges des biens et services sont une annexe minime des mouvements de capitaux*. La réalité des mouvements de richesses et la réalité de la distribution des pouvoirs d'achat dans le monde évoluent au gré des vraies guerres d'aujourd'hui, non commerciales mais monétaires, et des manipulations qui ont lieu sur les marchés financiers. Cela me paraît un point important qui vient relativiser de manière très significative la notion d'émergence. Il est probable que, dans la conscience d'un intérêt commun qui pousse la Chine, la Russie et les autres grands émergents à travailler ensemble, intervient la conviction que l'effet dollar, le privilège du dollar, est à terme insupportable parce qu'il peut ruiner – et très au-delà – les efforts de construction des économies que nous disons émergentes. L'Europe de l'euro a aussi quelques raisons d'y penser...

« La place des émergents dans le commerce international » : cette formulation exprime une deuxième idée reçue, un autre « trompe-l'œil ». L'anatomie des

chiffres du commerce international révèle que ce qui s'est développé, ce qui se développe sous le grand parapluie de la notion d'« émergents », ce sont d'abord les échanges à l'intérieur des firmes transnationales. Une partie majeure de ce que nous appelons le « commerce international » recouvre ce que Apple, Renault-Nissan etc. échangent pour aboutir au produit fini. Je donnerai l'exemple assez caractéristique de plates-formes construites en Chine, recevant du Japon, d'Allemagne et d'une plate-forme du Maghreb, des composants qui y sont assemblés pour être finalement vendus en Amérique du sud. C'est probablement du commerce international mais tout cela se fait sous une seule étiquette d'entreprise. Or nous connaissons l'importance du débat sur les prix de transfert au sein de ces entreprises transnationales. Donc, quand on parle d'échanges et d'émergence, il faut savoir que *ce sont d'abord les firmes transnationales qui ont émergé.*

Le troisième trompe-l'œil concerne *ce qui est vendu.*

Ce qui est vendu, c'est d'abord *une capacité de production.* C'est le scénario selon lequel les deux pays les plus peuplés du monde, la Chine et l'Inde, seront peut-être parmi les trois premières puissances économiques d'ici 2020 ou 2030. Nous en aurions fini avec la malédiction démographique et la puissance se remettrait en accord avec la démographie. Or ce que l'on vend c'est une capacité de travail à bas prix. On sait que ce n'est probablement pas un scénario de développement durable si l'on ne sait pas passer à une autre échelle.

Ce qui est vendu, ce sont aussi *les ressources naturelles.* C'est un point sur lequel la notion d'émergence me pose problème. Un certain nombre de pays sont en train d'accéder au statut enviable d'« émergents » parce qu'ils vendent leurs terres arables, les droits d'exploitation de leur eau, parce qu'ils commencent à vendre les droits d'exploitation de leurs surfaces maritimes etc.

Ceci nous amène à la notion que je crois relativement nouvelle de *commerce de la souveraineté.* Un certain nombre de pays dans le monde accèdent au statut d'« émergents » – ou tentent d'y accéder – en vendant leur souveraineté sur leurs ressources, voire sur leur population (émigration de travail et « vente » de population sous forme de travail à bas prix). Ceci pose une question redoutable : *Qu'en est-il d'une émergence basée sur la vente d'éléments de souveraineté et d'éléments du patrimoine national ? Qu'en est-il d'une émergence basée sur le commerce de ressources manifestement non renouvelables ?*

L'émergence est d'abord l'inscription d'une économie dans les conventions du libéralisme financier anglo-américain. Les « bons élèves » de l'émergence sont invités à s'intégrer dans des classements, dans des systèmes de conformité, etc., qui peuvent signifier leur dépendance – voir ce qui est arrivé aux trop bons élèves du sud-est asiatique dans les années 1990 ! Et ils sont insensiblement invités à se spécialiser dans des activités conformes à un scénario d'interdépendance mondiale.

C'est une question que nous allons rencontrer dans les années à venir. En effet, si je constate la réalité de situations d'enrichissement imprévu, je constate aussi, ici ou là dans le monde, que des pays ou des régions sont en voie d'« immersion ». Bien loin du schéma linéaire selon lequel l'émergence nous conduirait dans une seule direction, il faut considérer qu'un certain nombre de régions ou de pays dans le monde peuvent être en voie d'« immersion » par dégradation de leurs infrastructures et du milieu de vie et par un appauvrissement réel de leur population. Je n'en donnerai qu'un exemple ; j'ai passé récemment quinze jours dans une région de l'Inde où, voici quelques années, on disposait de dix à douze heures de courant électrique par jour. Les habitants sont aujourd'hui bien contents quand ils ont deux heures de courant électrique par jour ! Dans des régions comme celle-là, je m'interroge, face à la dégradation des infrastructures, sur le sens réel de la notion d'émergence. La même question est pertinente dans des pays où une croissance nominale repose sur un épuisement des écosystèmes qui signifie à terme un appauvrissement considérable !

La notion d'émergence a surgi sur la scène du débat public à l'occasion de grandes peurs : L'émergence va nous dépasser, nous déborder... L'argent était à l'Ouest, il est au Sud ou à l'Est. Le pouvoir était à l'Ouest, il est en train de passer en d'autres mains...

Je crois que nous en sommes encore loin et que le réel « basculement du monde » n'est pas de nature économique.

Je suis incertain sur la poursuite de l'émergence. Cette incertitude se base sur des travaux réguliers, des interventions régulières, notamment en Chine, mais aussi dans d'autres pays, par exemple en Afrique. Le discours de départ du récent dirigeant de la République populaire de Chine<sup>14</sup>, a témoigné d'une avancée

---

<sup>14</sup> Il s'agit du discours d'ouverture du 18<sup>e</sup> congrès national prononcé le 14 novembre 2012 par le secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC) sur le départ, Hu Jintao.

majeure de la réflexion chinoise (à la grande surprise de beaucoup d'observateurs) : nos amis chinois sont extrêmement conscients du risque, derrière des chiffres de croissance absolument stupéfiants, d'une destruction des services écosystémiques, d'une destruction des ressources naturelles et du milieu de vie qui, en tenant compte de toutes les externalités, correspondent en réalité à une décroissance.

C'est le premier point polémique que je voulais vous soumettre. *L'émergence est une notion occidentale construite par les Occidentaux* et, à bien des égards, l'émergence est ce que nous souhaitons que les émergents considèrent vrai. Nous souhaitons qu'ils considèrent vrai ce que nos chiffres de croissance mesurent et qui promet certains d'entre eux à l'épuisement de leurs ressources, à un individualisme ravageur et à la destruction de leur capital politique et de leur capital structurel. Si nos amis Chinois sont les premiers à en avoir pris totalement conscience, je suis très frappé d'avoir partagé la réflexion du gouvernement éthiopien à cet égard. L'Éthiopie dans sa constitution reconnaît le droit égal des « peuples » qui composent l'Éthiopie. L'Éthiopie a un regard qui me paraît extrêmement intéressant sur le fait que la vraie diversité est collective et qu'un développement qui se fait au prix de la privatisation des ressources et d'une individualisation forcenée de la société finalement est une destruction absolue du capital social et du capital culturel.

En Asie du sud-est, dans nombre de pays d'Asie, en Afrique, *ce que nous appelons l'émergence c'est d'abord la privatisation*, à tel point qu'en Corée du sud on entend dire que « l'État c'est Samsung ». L'État coréen serait en réalité un petit nombre de grandes familles industrielles qui décident au mieux de l'intérêt collectif. Tôt ou tard, la résolution de toute question politique par le nationalisme de la croissance posera question, et problème.

« Émergence » : si la façade économique est brillante, la réalité institutionnelle, politique et sociale est d'une tout autre nature. L'émergence est l'imposition, par le biais des ONG, de l'obligation de se développer. En effet, *on est passé du droit au développement à l'obligation de se développer*. Les ONG, les grandes entreprises, les institutions internationales, répandent excellemment un modèle individualiste, un modèle de privatisation et un modèle de destruction du « commun » qui fait florès à peu près partout dans le monde. J'ai eu l'occasion, voici six ans environ, avec l'ambassade de France à Madagascar, de contribuer à

bloquer un projet d'origine américaine qui consistait, pour assurer un développement humain satisfaisant à Madagascar, à mettre fin au système d'enseignement gratuit pour les enfants, de type « école obligatoire et gratuite pour tous » au profit d'un système privatisé et payant. Naturellement, des capitaux et des entreprises américaines étaient toutes prêtes à créer un tel système d'enseignement...

Derrière la notion d'émergence, il y a cette privatisation des espaces communs, cette destruction de la diversité collective qui, je crois, va donner un tout autre sens au mot dans les années à venir.

Dernier point polémique concernant l'émergence : toute la littérature issue de la dominance idéologique que nous subissons entretient la fiction d'un marché mondial du travail, la fiction d'un marché mondial des ressources naturelles, voire la fiction d'un marché mondial des formations. Cela signifie tout simplement que *la souveraineté, le capital structurel, et ce que nous appelons sans y penser davantage « le capital humain », est sur le marché, en vente au meilleur prix.*

Tout cela va nous conduire à un renversement, un « basculement » du monde, mais sous un tour probablement inconnu.

L'émergence économique, nous l'avons vue. Je ne sais pas ce que nous en verrons dans les années à venir. Le basculement, le renversement, le bousculement sera d'une autre nature. Christophe Jaffrelot en a évoqué certaines composantes qui m'apparaissent extrêmement importantes.

*Nous n'écrivons plus le scénario du monde.* Dans les émirats, en Inde, en Russie ou ailleurs, on n'hésite pas à employer les mots de « terrorisme occidental ». On parle de « terrorisme droits-de-l'homme » pour qualifier certaines expéditions néocoloniales récentes auxquelles nous nous sommes livrés. Là-dessus le jugement extérieur est impitoyable et nous y serons confrontés de plus en plus durement dans les années à venir.

*Le basculement est moins économique qu'il ne sera moral et politique.* La nation est la forme politique de la mondialisation. La demande d'autonomie, la demande des sociétés de capacité à se déterminer elles-mêmes, grandit plus vite que l'émergence économique. Elle est devant nous. Elle va nous rappeler que ce sont l'histoire et la géographie qui commandent et que l'idée d'un homme hors-sol, l'idée d'un homme de rien, totalement indéterminé et voué au seul système de l'économie réduit les sociétés à rien, détruit la diversité collective, et va se

heurter à une opposition croissante – celle de la survie, qui naît de la diversité collective.

Derrière la notion d'émergence économique il faut entendre une demande d'autonomie qui grandit partout dans un monde qui nous juge sévèrement et qui probablement va nous conduire à de nouveaux « Bandoeng ». *Un nouveau colonialisme s'est développé sous l'égide de la notion d'émergence* comme des amalgames qui ont conduit à généraliser l'emploi de l'acronyme « BRICS » – un concept marketing inventé par un économiste de Goldman Sachs pour vendre de nouveaux produits de gestion !

Le paysage à venir sera tout à fait différent. La demande d'autonomie, la demande de souveraineté, la demande de diversité collective est devant nous. Derrière la notion trouble d'émergence économique, il faut entendre la demande de puissance, de dignité et de liberté collectives.

C'est probablement là que se situe le vrai basculement, le vrai renversement de nos certitudes faciles.

Je vous remercie.

LOÏC HENNEKINNE
-----------------

Merci, Hervé Juvin, pour cette intervention extrêmement stimulante qui, outre un certain nombre de paradoxes, nous propose des interrogations très importantes pour l'avenir.

Je ne sais pas si, du côté du Brésil, grand pays émergent, certaines de ces constatations faites par Hervé Juvin sont parmi les interrogations que vous vous posez, cher Yves Saint-Geours, après trois ans passés là-bas comme ambassadeur.



*L'émergence : souveraineté et interdépendance*

Difficilement, je dois le dire. Je crois que je viens d'un émergent qui n'émerge pas tout à fait de la même façon, même si nous allons nous rejoindre sur les dernières remarques d'Hervé Juvin.

Je vous remercie de m'avoir invité, à la veille de la visite d'État de la Présidente du Brésil. Madame Rousseff est déjà sur le sol français parce que la France, pour un Brésilien, c'est d'abord une relation affective, culturelle. C'est cela la relation France-Brésil et c'est pourquoi Mme Rousseff consacre d'abord un peu de temps à une visite privée.

1. Comme Christophe Jaffrelot, je suis totalement convaincu que *l'émergence est d'abord une quête de souveraineté*. Une quête de souveraineté chez soi, dans son pays, dans sa région, dans le monde et, éventuellement, un désir de projection extérieure qui passe par le changement des règles de l'ordre international.

Le Brésil d'aujourd'hui est l'exemple même de cette quête de souveraineté, dictée d'ailleurs par l'histoire et la géographie qui isolent ce pays puisque, pays continent, sans rival dans l'Amérique latine, il rayonne seul dans un espace dont il n'a besoin que relativement, un peu comme la Chine en Asie. Il a été durablement sans réserve de puissance, ni pour s'imposer chez lui autrement que par l'arbitrage avec ses pays riverains, ni *a fortiori* pour se projeter.

Depuis le début de son existence nationale – déjà longue : il était déjà au Congrès de Vienne – il a mis sa diplomatie au service de la protection de cette souveraineté. Il l'a fait avec succès, en appliquant les règles du Baron de Rio Branco, ministre des Affaires étrangères qui, entre 1902 et 1912, a construit pour longtemps, presque pour toujours, la diplomatie du Brésil. Une diplomatie intéressante du point de vue de l'émergence parce qu'il s'agissait, faute de puissance, de consolider les frontières par l'arbitrage, de ne pas se lier les mains avec plus fort que soi, de se mêler le moins possible des affaires des autres pour que, en retour, ceux-ci ne s'occupent pas des affaires du Brésil.

---

<sup>15</sup> Les propos de M. Yves Saint-Geours n'engagent pas le Ministère des Affaires étrangères.

Cette conception a été élaborée au début du XX<sup>e</sup> siècle, à un moment où les États-Unis devenaient une puissance majeure, ce qui impliquait une réorientation géopolitique majeure aussi du Brésil qui, jusque-là, était lié à l'Europe. De ce changement de centre de gravité le Brésil a tenu le plus grand compte, il a longtemps mené une espèce d'alliance non écrite (pour ne pas se lier les mains) avec les États-Unis qui a duré pratiquement jusqu'à aujourd'hui. Et, toujours, il a tenté de faire en sorte de maîtriser son espace et de construire un dispositif de sécurité.

Le Brésil est donc aujourd'hui, en Amérique latine, grâce à la longue durée de cette diplomatie, un espace de paix, *un espace sûr*, sans guerre (aucune guerre avec les voisins depuis 150 ans), sans nucléaire militaire, sans intégrisme, sans terrorisme, sans menace même, si j'ose dire, en tout cas très loin de l'arc des crises. Dans son environnement continental (où existent les trafics, la drogue etc.) le Brésil a tout fait pour conquérir de l'influence, des marchés, sans rompre le système de sécurité collective qui s'est installé progressivement depuis la sortie des régimes militaires en Amérique. Chemin faisant la question est bien davantage pour lui de maîtriser son propre espace, d'intégrer sa propre société, ses propres régions, donc d'installer sa propre souveraineté nationale et géopolitique.

Et, *grosso modo*, c'est ce qu'il a réussi à faire dans *une solitude relative*.

Cette solitude est très importante pour comprendre la géopolitique brésilienne aujourd'hui parce que c'est celle d'un espace continental, avec dix voisins (avec lesquels on est en paix) et une façade maritime immense et ouverte : presque 5 millions de km<sup>2</sup> d'eaux territoriales et de Zone économique exclusive (ZEE).

C'est en repensant sa situation à l'aune de son émergence qu'il faut poser la question :

*2. Que veut aujourd'hui défendre le Brésil quand il est en quête de sa souveraineté ?*

Il veut défendre ses matières premières, il veut défendre sa mer, ses communications et ses relations maritimes et il veut construire une défense pour la sécurité collective du sous-continent. Il veut inclure dans cette zone de sécurité militairement dénucléarisée toutes les communications maritimes du Brésil et donc tout l'Atlantique sud, avec, de l'autre côté, l'Afrique. Il faut prendre l'habitude de regarder le monde tel qu'il se déploie à partir de ces grands émergents : *le monde proche, vu du Brésil, est un monde atlantique sud.*

Par ailleurs, la projection proprement militaire, supposée indispensable pour une participation vraiment active au règlement des conflits dans une nouvelle gouvernance internationale, est au Brésil un impensé. Ce n'est pas qu'une question qu'on s'est posée au Brésil, même si cet État est présent dans quelques théâtres dans le cadre de l'ONU (comme en Haïti ou dans la FINUL libanaise).

Il est certain que *le Brésil voit d'abord son émergence comme le moyen de garantir sa sécurité et sa souveraineté.*

Mais cette souveraineté a d'autres enjeux, *des enjeux économiques, industriels, qui passent par la maîtrise des technologies.* Et puis *des enjeux humains* parce que très longtemps le Brésil a tourné le dos à la formation des ressources humaines et, sauf dans quelques niches, à la recherche d'excellence. C'est tout le sens de la démarche structurante engagée il y a une dizaine d'années par le Président Lula, élargie aujourd'hui par la Présidente Rousseff, en ce qui concerne quelques grands secteurs : le pétrole, l'énergie, la sidérurgie, l'avionique, avec des champions nationaux. Il n'est pas question de brader sa souveraineté. Il n'est donc pas question de vendre des terres. Il n'est pas question de vendre à l'encan ses ressources comme le disait M. Juvin. On peut remarquer que le Brésil est engagé dans cette voie, on peut remarquer aussi qu'il l'est peut-être moins systématiquement que d'autres pays, notamment des pays d'Asie comme la Chine et, il y a quelques années, la Corée.

3. Le Brésil est donc un pays qui cherche sa souveraineté géopolitique, sa souveraineté technologique et industrielle. Si j'osais, je dirais qu'il y a un autre critère de l'émergence, dans une économie globalisée de marché, *c'est la capacité à gérer une dialectique complexe entre l'ouverture et la fermeture.* Le Brésil est *suffisamment fermé pour se protéger et suffisamment ouvert pour ne pas être affaibli par son enfermement.*

Fermé parce que son extraversion commerciale reste limitée (presque trois fois inférieure à celle de la France), parce que des dispositifs réglementaires de toutes sortes entravent à la fois l'entrée des marchandises et le développement des entreprises étrangères si elles ne se « brésilianisent » pas. Cette tendance s'accroît actuellement avec les mesures de protection tarifaires et non tarifaires qu'on connaît, avec les difficultés du lien entre le Mercosul (*Mercado Comum do Sul*) et l'Union européenne etc.

Pour autant le pays est un grand exportateur de matières premières, de produits de base, un grand absorbeur de capitaux de toutes natures et, de ce point de vue, son degré d'ouverture est réel.

Dans les dernières années, il a su gérer ouverture et fermeture pour garantir sa croissance et contrôler son insertion économique dans le monde global. C'est donc bien le maintien d'un principe de souveraineté qui est à la base de toute la politique, y compris de la politique économique du Brésil. Je n'en donnerai qu'un seul exemple : Lors de la crise de 2008, grâce à une base financière très forte, le Brésil a été capable, dans un marché relativement fermé qu'il était en train de conquérir, son propre marché intérieur, d'agir d'une façon assez banale et keynésienne en injectant des moyens dans le système. Quasiment nulle en 2009, la croissance brésilienne a atteint 7,5 % en 2010, cela grâce à un État qui a géré la conjoncture en injectant des moyens. Il a joué son avenir sur le développement de son marché intérieur, matrice nouvelle du développement. Dans ce pays de près de 200 millions d'habitants, il reste à intégrer à la consommation de masse environ un tiers de la population, soit quelque 60 millions d'habitants. Il est clair que le Brésil est tenté de vouloir adopter à marche forcée les standards de consommation occidentaux tout en protégeant son marché et sans vraiment jouer le jeu d'un libre-échange échevelé. Sa rhétorique, de ce point de vue-là, consiste le plus souvent à inverser la charge de la preuve et à expliquer que tous les marchés doivent être ouverts... sauf le sien. L'émergence, c'est adopter les standards de consommation des classes moyennes.

*4. À partir de là, quelle est sa gestion du multilatéralisme et de la relation internationale ?*

Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, toujours avec les mêmes prémisses, *le Brésil a milité pour le multilatéralisme et pour un changement des règles de la vie internationale*. Il s'est fait le champion de ce multilatéralisme en passant par la SDN, l'ONU, l'OMC etc. Bien sûr, ce multilatéralisme a toujours eu pour bases les principes de sa politique étrangère, que j'ai évoqués tout à l'heure, et la recherche de garanties contre l'unilatéralisme militaire, économique et politique des puissances installées.

Jusqu'à une période récente, le Brésil ne faisait guère qu'accompagner ce qu'il appelait un « multilatéralisme assertif », les États-Unis conduisant l'ordre mondial avec – plus ou moins – l'aval des Nations Unies.

Depuis moins de dix ans il a cherché à sortir de ce rôle de comparse pour devenir un acteur, en militant pour son siège permanent au Conseil de sécurité et en prenant des initiatives (Christophe Jaffrelot a parlé tout à l'heure de l'Iran ou de la reconnaissance de l'État palestinien avant quelques autres).

Mais, au moment même où il commençait à avoir une vision plus dynamique de ce multilatéralisme, notamment à cause des grandes négociations sur les questions globales, les crises internationales l'ont en quelque sorte renvoyé au contenu historique qu'il donnait traditionnellement au multilatéralisme de protection, de protestation, trouvant cette fois-ci des partenaires puissants chez les autres BRICS, partenaires auxquels il donnait en plus une garantie, un label démocratique car, ne l'oublions pas, le Brésil est d'abord un grand État démocratique.

Si bien qu'il se trouve aujourd'hui dans une situation un peu délicate. *Le Brésil est un acteur majeur pour l'Amérique latine et pour l'Afrique* où il a beaucoup investi. Il est un acteur relativement important pour les questions globales et les grandes négociations internationales. Sur la question de l'Amazonie il est une des clés des grandes négociations (climat, biodiversité etc.) et de notre avenir. *Mais il est un partenaire limité pour les questions de sécurité internationale et pour les grandes crises.* Le sachant, il est partagé et tente de sortir de cette difficulté en maintenant ses principes, notamment ceux de la souveraineté et de la non-ingérence et en prenant des initiatives, comme lorsqu'il suggère, plutôt que de « responsabilité de protéger », de parler de « responsabilité en protégeant » (cela a été dit par Christophe Jaffrelot). Cela démontre à la fois un effort pour dire, pour parler et une sorte d'embarras : difficile de prendre des responsabilités quand tant de crises, tant de guerres éclatent.

On peut ainsi tenter de résumer les enjeux en les simplifiant à l'excès. Le Brésil pourrait se poser la question de savoir, au-delà même de la multipolarité, si le nouveau centre de gravité de la politique mondiale, son nouvel axe de gouvernance, n'est pas l'ensemble des BRICS ou tout autre cénacle dont il ferait partie et qui se substituerait à la « domination occidentale ». Pourtant ce n'est pas exactement la réponse qu'il offre à cette question. *Aussi imparfaite qu'elle soit, comme la nôtre, sa démocratie continue de s'ancre et de l'ancre en Occident,*

*même si c'est un extrême-occident.* C'est pourquoi, par exemple, il privilégie la formule IBAS<sup>16</sup> à la formule BRICS.

Par ailleurs, le modèle social de citoyenneté promu par le Brésil reste assez largement inspiré, après les épisodes corporatistes des années 1930<sup>17</sup>, par la social-démocratie européenne, cela dans un pays dont la population est à 78 % urbaine et dont il reste, comme je l'ai dit, une part limitée à intégrer. Ses expériences d'intégration régionale, aussi éloignées soient-elles de celles de l'Europe, et sa mise en place du système de sécurité collective latino-américain le distinguent très fortement des autres partenaires du club, situés dans un environnement très conflictuel. La relation avec la Chine, à la fois bilatérale (commerce, investissement) et multilatérale (gouvernance, négociations globales et sur d'autres théâtres, chez les voisins d'Amérique latine, en Afrique), est grosse de tant de difficultés qu'elle ne peut laisser d'inquiéter le Brésil. Celui-ci redécouvre à cette occasion ses fondamentaux : Ne pas se lier trop à plus fort que soi.

Au-delà de la rhétorique Nord-Sud du type G77<sup>18</sup> – mais après tout un pays émergent est lui-même Nord et Sud et sa diplomatie également – l'horizon de la coopération Sud-Sud, comme la gouvernance mondiale en matière de développement et d'environnement, s'avère difficile à mettre en œuvre, en particulier avec la Chine, avec l'Inde, avec la Russie, pour un pays qui, je vous l'ai dit, détermine avec l'Amazonie une partie de l'avenir de notre planète, on l'a

---

<sup>16</sup> Afin d'améliorer encore leurs capacités de négociation dans les instances internationales, la Chine, l'Inde, le Brésil, ont décidé de bâtir un G3 surnommé IBAS (Inde, Brésil, Afrique du Sud) qui se constitua en 2003 à Brasília, en marge de la 58e Assemblée générale des Nations unies. Il s'agissait de défendre des positions communes au sein de l'Organisation des Nations unies (ONU), du Fonds monétaire international (FMI) et surtout de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

<sup>17</sup> L'ensemble des lois qui régissent la vie syndicale au Brésil fut établi lors du premier gouvernement Vargas, entre 1930 et 1945. Ces lois intégraient une partie des demandes des travailleurs dans une législation sociale avancée pour l'époque en transformant les syndicats en organisations attachées et dépendantes de l'État. La plupart des chercheurs qui se sont penchés sur la question syndicale au Brésil font le rapprochement entre la législation brésilienne et les législations syndicales corporatistes d'inspiration fasciste.

<sup>18</sup> Le Groupe des 77, fondé en 1964 par la *Déclaration commune des 77 pays* à la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement) est une coalition de pays en développement conçue pour promouvoir les intérêts économiques collectifs de ses membres et créer une capacité de négociation accrue aux Nations unies.

encore vu hier à Doha<sup>19</sup>. Même si IBAS et BRICS ont pris l'habitude de travailler ensemble, tout n'est pas dit et, pour un pays comme le Brésil, si soucieux de sa souveraineté, investir dans le club BRICS ne met pour le moment rien en péril du point de vue de cette souveraineté.

C'est pourquoi je pense que le Brésil se veut un nouvel acteur non pas de la multipolarité mais je dirais presque de l'a-polarité. Il se met en coalition pour refuser certaines choses et essayer de redistribuer les cartes du pouvoir dans le monde. Il veut bien prendre ses responsabilités dans un certain nombre de grands domaines, notamment les questions globales. Il ne veut pas trop les prendre dans les crises, les guerres ou les grandes difficultés. Il veut continuer la dialectique ouvert/fermé avec l'économie de marché, son marché intérieur. Et il est aujourd'hui extrêmement prudent, je dirai même extrêmement précautionneux.

Si le Brésil est à l'évidence entraîné dans sa dynamique de club, si sa méfiance envers les puissances occidentales n'a pas été désarmée par les traitements récents des crises internationales ou par les orientations de l'OTAN depuis deux ans (je rappelle à cet égard qu'il veut absolument que l'Atlantique sud ne soit pas pollué par le type de préoccupations qui agitent l'Atlantique nord), je pense pour ma part que pour le futur il va préférer un *soft balancing* entre les pôles plutôt qu'un quelconque alignement ou une quelconque prise de parti pour ces nouveaux groupes qui pourraient dicter leur loi au monde.

Il est « émergentissime » et « souverainissime » dans son comportement. Convaincu que les États-Unis sont entrés dans une phase sinon de déclin au moins de recul et, en tout cas, de faible prise en compte de l'Amérique latine, il préfère ce que Celso Amorim<sup>20</sup> appelle un « multilatéralisme bienveillant » sur sa projection internationale en Amérique latine.

Inquiet d'un possible effacement européen, le Brésil considère que l'émergence des BRICS marque une redistribution, une démultiplication du pouvoir à l'échelle de la planète, mais il considère que cette situation est naturellement dangereuse, qu'elle n'est pas si propice que cela à une démocratisation de la vie internationale, même si le Brésil milite pour cette dernière.

---

<sup>19</sup> Conférence des parties à la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques de Doha – Accord final (8 décembre 2012)

<sup>20</sup> Celso Amorim, ministre de la Défense du Brésil, fut ministre des Affaires étrangères entre 2003 et 2010.

En tout cas, la conclusion qu'en tire le Brésil dans ces circonstances est qu'avant même de se projeter il a des responsabilités plus grandes pour garantir sa sécurité et celle de l'Amérique latine.

Une dernière remarque pour conclure, Monsieur le ministre, en pensant à Res Publica et en reprenant quelques idées à Marcel Gauchet.

Le modèle français est ou a été bousculé par la mondialisation dans plusieurs de ses caractéristiques : l'État a faibli face à la société. La loi a faibli face au contrat. L'égalité a faibli face à l'individualisme et à la réussite individuelle, le volontarisme a faibli face aux forces de libre commerce et de libre initiative. L'unité a faibli face à la diversité.

Même s'il est un pays fédéral, même s'il est un pays où la réussite individuelle – et celle de Lula n'est pas peu dire – est importante, le Brésil adore le modèle français (État, loi, égalité, volontarisme et unité) et s'inquiète beaucoup de nous voir l'abandonner.

Merci.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur l'ambassadeur pour cet exposé et cette vision originale.  
La parole est à Loïc Hennekinne

LOÏC HENNEKINNE

### *L'Indonésie, nouvel émergent*

Je parlerai de l'Indonésie un émergent de deuxième génération, en quelque sorte.

Publié il y a deux mois, peu de temps après un rapport de la *Chartered Bank*<sup>21</sup>, un rapport de *McKinsey*<sup>22</sup>, prévoit que dans vingt ans l'Indonésie figurera parmi les six ou sept grandes puissances économiques mondiales.

---

<sup>21</sup> En octobre 2011, *Standard Chartered* (banque née de la fusion de deux banques britanniques d'outre-mer : *Standard Bank of British South Africa* et *The Chartered Bank of India, Australia and*



Ce nouveau venu dans la catégorie des émergents – qui, pour employer une comparaison sportive, est en tête de la deuxième division et aspire à accéder à la première –, est un pays de 240 millions d’habitants, quatrième pays le plus peuplé du monde. C’est aussi le premier État musulman par sa population.

Je conterai d’abord une belle histoire, celle de la sortie réussie d’une dictature qui a duré trente ans. À Hervé Juvin, je dirai que l’Indonésie est non seulement une économie mais, également, un État émergent. Je narrerai aussi une histoire un peu plus triste, celle de l’incapacité de la France depuis vingt ans d’en comprendre les enjeux.

Si je dis que l’émergence de l’Indonésie est une belle histoire, c’est parce que, dans ce pays, *le retour à la démocratie a accompagné une très forte croissance économique.*

#### *Un État qui s’est renforcé.*

Pendant trente-trois ans, depuis 1965, ce pays a vécu une dictature et des massacres qui furent parmi les plus dramatiques de l’après-Deuxième guerre mondiale (près d’un million de victimes : des communistes, des opposants de gauche ... ou des voisins, des rivaux, dont on voulait se débarrasser).

C’est seulement en 1998 qu’il a réussi sa transition vers la démocratie, qu’on a appelé la *Reformasi*<sup>23</sup>.

Depuis 1998, l’Indonésie a eu trois présidents, à la suite d’élections non contestées. Tout d’abord un musulman modéré, Abdurrahman Wahid (oct. 1999 – juillet 2001), dont l’état de santé (il était quasiment aveugle) a écourté la présidence. La fille du héros de l’indépendance, Megawati Soekarnoputri (juillet 2001 – octobre 2004), qui a certainement profité de l’aura de son père, lui a succédé. Enfin, un général modéré, Susilo Bambang Yudhoyono, surnommé

---

*China*) prédisait déjà que l’Indonésie figurerait en 2030 parmi les six plus grandes économies dans le monde.

<sup>22</sup> Rapport publié en septembre 2012 par *McKinsey & Company*, cabinet de conseil auprès des directions générales.

<sup>23</sup> *Reformasi* (qui, en malais, langue commune à l’Indonésie et à la Malaisie, signifie « réforme ») est le slogan que les étudiants indonésiens portaient inscrit sur le front lors des manifestations de mai 1998 qui entraînèrent la chute du général-président Suharto, au pouvoir depuis trente ans. Lorsque le mouvement s’est radicalisé, on a parlé de « *reformasi damai* » (réforme totale)

« SBY » qui est dans la dernière année de son second mandat et ne peut pas se représenter. L'année prochaine une nouvelle donne apparaîtra. L'Indonésie, qui connaît des élections législatives régulières et relativement honnêtes, est un pays où règne le multipartisme, où les partis musulmans sont tout à fait minoritaires et d'ailleurs en perte de vitesse par rapport à la période précédente. C'est aussi un État qui a su lutter contre les mouvements terroristes islamistes après l'attentat meurtrier de Bali d'octobre 2002.

*Un État démocratique qui a bénéficié des atouts stratégiques et économiques du pays.*

La position centrale de l'Indonésie dans la région Asie-Pacifique est un atout considérable.

40 % du transport maritime mondial, notamment des hydrocarbures, passe par le détroit de Malacca, entre Sumatra et la Malaisie, le détroit de Sunda (Détroit de la Sonde), entre Sumatra et Java et le détroit de Lombok, entre Bali et Lombok.

L'Indonésie se trouve au centre d'une région à forte croissance potentielle et réelle, avec les partenaires majeurs que sont la Chine et le Japon. Ce pays est un grand producteur de matières premières énergétiques – le pétrole s'épuise<sup>24</sup> mais le gaz l'a remplacé et, demain, le gaz de schiste offre de fortes potentialités –, le premier producteur et exportateur d'huile de palme et parmi les exportateurs majeurs de caoutchouc.

Il a mené une politique économique assez sage. Depuis dix ans, avec une croissance moyenne de 6 % par an, il a ramené sa dette de 80 % à 25 % du PIB – ce qui peut nous faire rêver ! – tandis que son déficit budgétaire dépasse à peine 1%. Pour son développement, il s'appuie essentiellement sur la consommation intérieure, passant de 20 millions de consommateurs importants il y a vingt-cinq ans à plus de 60 millions aujourd'hui. L'Indonésie, de ce fait, attire les exportateurs et les investissements étrangers. Mais ce pays tient à sa souveraineté économique tout autant qu'à sa souveraineté politique. Si des exploitations ont été confiées, il y a très longtemps, à des étrangers (Total pour le pétrole), ce pays maintient son contrôle sur beaucoup de grands groupes locaux, traditionnellement contrôlés par l'armée ou par la communauté chinoise. Pour

---

<sup>24</sup> L'Indonésie a vu sa production pétrolière chuter tandis que sa consommation augmentait. Depuis 2004 elle importe plus d'or noir qu'elle n'en exporte. Elle a quitté l'OPEP (dont elle était membre depuis 1962) en 2008.

ces raisons tenant à la politique et à la tradition, les voir tomber entre des mains étrangères est difficilement envisageable.

Il résulte de tout cela une balance commerciale extrêmement positive, un excédent commercial de 25 milliards de dollars, une inflation ramenée à 5 % et un taux de chômage, assez difficile à apprécier, de l'ordre de 7 % ou 8 %.

*Mais l'Indonésie souffre de deux faiblesses.*

*Les inégalités restent très fortes.* Le coefficient de Gini (indicateur synthétique d'inégalités de salaires, revenus, niveaux de vie) est élevé. Le PIB/hab. en parité de pouvoir d'achat avoisine 4800 dollars, mais avec des écarts extraordinaires entre les couches sociales et entre les régions de ce pays extrêmement étendu et hétérogène. Le premier risque pour l'avenir est de ne pas réussir à réduire ces écarts et ces inégalités sociales.

Depuis des dizaines d'années, l'Indonésie souffre d'une corruption très forte à laquelle elle n'arrive pas à porter remède. Elle est, selon *Transparency International*, au 129<sup>ème</sup> rang pour la facilité à faire des affaires et au 100<sup>ème</sup> rang mondial pour la corruption.

Ce sont deux des défis que les gouvernants devront arriver à surmonter dans l'avenir.

Contrairement au Brésil, ce pays, bien que membre du G20, n'a pas véritablement de politique étrangère, pas de projection. Il n'est pas encore très impliqué dans les regroupements régionaux.

L'histoire un peu plus triste est celle de *la perte des positions françaises dans ce pays.*

*Après l'Indépendance, sur les trois décennies 1960-70-80, notre présence était notable.*

*Forte présence diplomatique* en premier lieu : on y nommait des diplomates de grande qualité comme Claude Cheysson (juin 1966 à janvier 1970)... ou, brièvement, Jean-Pierre Chevènement<sup>25</sup>.

---

<sup>25</sup> Jean-Pierre Chevènement fut conseiller commercial à Djakarta pendant quelques mois en 1969.

*De très fortes positions économiques* : nos grands groupes (Total, Alstom, Alcatel, Aéroport de Paris etc.) avaient participé à l'équipement du pays. Les autorités indonésiennes rappellent toujours que le premier grand barrage, Jatiluhur, inauguré en 1967, avait été construit par des Français<sup>26</sup> avec des financements largement français. La présence de ces grands groupes s'expliquait, certes, par un appui assez fort de la puissance publique grâce aux « protocoles financiers » qui, à l'époque, permettaient à ces entreprises de remporter des appels d'offres en proposant des conditions de financement avantageuses. L'effort public se conjugait donc avec une présence sur place très active de nos acteurs économiques. Dans les années 1980, la France, avec environ un milliard de francs en protocoles financiers ou aides variées à ce pays, était le deuxième fournisseur d'aide publique au développement, à peu près à égalité avec les Américains, loin derrière les Japonais. Du coup, nous avions des excédents commerciaux assez importants tout au long des années 1980. Nous avions également un gros programme de formation des élites, notamment des élites d'ingénieurs. Il y avait à l'époque un organe, l'ACTIM, qui dépendait de la Direction des Relations économiques extérieures. L'action de cet organisme fort utile fut malheureusement amputée à partir de la fin des années 80, alors qu'il permettait de former des élites technologiques que l'on rencontrait dans toutes les grandes entreprises nationales indonésiennes. A l'occasion de colloques à Paris et Jakarta, il y a quelques années, j'ai rencontré des responsables qui parlaient français et connaissaient nos technologies. Je doute qu'il en soit de même de leur relève.

*La présence politique de la France était également forte.* C'est en septembre 1986 qu'a eu lieu la première et seule visite d'État d'un président français, François Mitterrand. Les Indonésiens avaient apprécié que cette visite fût maintenue en dépit des circonstances (c'était, pendant la première cohabitation, le moment des attentats dans le métro, chez Tati etc., Michèle Gendreau-Massaloux ici présente, alors secrétaire générale adjointe de l'Elysée, s'en souvient certainement) et sans que le programme fût modifié. Cela n'avait fait que renforcer notre influence.

*Notre politique dans les deux décennies qui ont suivi se définit assez bien par le terme américain Benign Neglect, une négligence indifférente à l'égard de l'Indonésie :*

---

<sup>26</sup> Le barrage de Jatiluhur fut le centième barrage construit (avec des crédits garantis par le Trésor français) par Coyne et Bellier (hauteur : 100 mètres, longueur : 1225 mètres, volume : 9,1 Mm<sup>3</sup>. Usine hydroélectrique de 195 MVA). Il fut inauguré en présence d'Olivier Guichard.

*Plus aucune visite d'État entre 1986 et 2012.* Aucun ministre important à Jakarta pendant vingt ans, ni ministre des Finances, ni ministre de la Défense, un seul ministre des Affaires étrangères Hervé de Charrette, s'était rendu en Indonésie en 1995.

*Une puissance moins forte de nos entreprises.* Avec les protocoles financiers, interdits par l'OCDE au début des années 1990, les incitations ont disparu. L'enveloppe de coopération culturelle et technique a diminué en termes réels de 50 % en 25 ans. Résultat : notre part de marché est tombée d'un peu plus de 3 % à la fin des années 1980 (juste derrière les Allemands) à 1,3 % la dernière année, alors que la part allemande est maintenant supérieure à 4 %. Même les Britanniques et les Italiens sont passés devant nous. Notre taux de couverture commerciale est passé de 110 % à la fin des années 1980 à moins de 40 % aujourd'hui. La France est le 16<sup>ème</sup> fournisseur, le 24<sup>ème</sup> client et le 37<sup>ème</sup> pays pour les investissements étrangers en Indonésie !

Pour ne pas terminer sur cette vision pessimiste je donnerai *quelques éléments d'espoir*.

En 2009 nous avons découvert, grâce à la présence de son Président au G20, que l'Indonésie existait ! Quelques contacts s'ensuivirent. M. Yudhoyono est venu à Paris en décembre 2009, à la suite de quoi Mme Lagarde s'est rendue en Indonésie. François Fillon se rendit à Djakarta en juillet 2011 (aucun Premier ministre français n'était allé en Indonésie jusqu'à cette date). À cette occasion une déclaration bilatérale sur le partenariat stratégique franco-indonésien extrêmement détaillée (allant des accords de produits à la réforme du Système monétaire international) fut signée. Il reste à commencer à la mettre en œuvre, ce qui, presque un an et demi plus tard, n'a pas encore été le cas. Mais nos entreprises commencent à retrouver un intérêt pour l'Indonésie. Je crois savoir qu'une mission commerciale s'y rend ce mois-ci. L'Oréal vient de décider d'y construire une usine de production<sup>27</sup>, un investissement de plus de 100 millions d'euros. Et

---

<sup>27</sup> Novembre 2012 : L'Oréal installe sur le site de Jababeka, à une soixantaine de kilomètres de la capitale Djakarta, « dans le plus grand parc industriel d'Indonésie », son 43<sup>ème</sup> site de production. L'idée est de produire 200 millions d'unités dès 2013, avant de monter graduellement jusqu'à 500 millions à l'horizon de 2015. En Indonésie, le seul marché de la beauté devrait augmenter de 4 millions de nouveaux clients par an, en raison du développement des classes moyennes. « Ici, les gens gagnent de l'argent et ils le dépensent », estime Vishmay Sharma, le responsable de l'entreprise en Indonésie. « L'indice de confiance des consommateurs est un des plus élevés au monde, avec un niveau à 115 contre 50 en France ».

au sein du Medef, je voudrais louer le rôle que joue l'armateur Philippe Louis-Dreyfus, pour convaincre nos entreprises des opportunités qu'offre l'archipel.

Espérons que nous sommes en train de retrouver ce pays que nos compatriotes ne connaissent généralement, comme touristes, qu'à travers Bali. Or Bali n'est pas vraiment représentatif du reste de l'Indonésie.

Merci.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT
-------------------------

Merci, Loïc Hennekinne. Vos propos sur les failles de la diplomatie française en Indonésie nous amènent à nous demander si c'est la marque d'une insuffisance globale de la France ou du fait que nous n'avons pas vraiment compris qu'un certain nombre de pays, d'économies, étaient en train de croître très vite, ce qui aurait dû nous amener à réorienter nos efforts.

Je remercie Jean-Pierre Raffarin de l'honneur et du plaisir qu'il nous fait en partageant notre réflexion. Ancien Premier ministre, il est un homme politique toujours extrêmement actif et apprécié pour ses interventions positives dans l'ordre international. Monsieur Raffarin a publié dans le cadre de sa Fondation Prospective et innovation : « *La Chine et les BRICS, quel destin commun ?* »<sup>28</sup> que je vous suggère de vous procurer.

Monsieur le Premier ministre, vous avez la parole.

---

<sup>28</sup> Colloque de la Fondation Prospective et Innovation organisé le 31/08/2012 au Palais des Congrès du Futuroscope. Les actes du colloque sont publiés aux éditions Gingko : voir <http://www.prospective-innovation.org/publications/la-chine-et-les-brics-quel-destin-commun>

*La stratégie de la France vis-à-vis des États émergents*

Monsieur le Ministre d'État, Messieurs les ambassadeurs, Mesdames, Messieurs, bonsoir.

Je vous remercie beaucoup de m'avoir invité.

Je voudrais en effet vous dire combien le sujet que vous posez est important et intéressant. La Fondation Prospective et Innovation, que je préside et que dirige l'ambassadeur Serge Degallaix ici présent, travaille sur ces questions mais surtout sous l'angle des BRICS. Aussi mon propos est-il très influencé par ce travail, particulièrement sur la charnière Brésil-Chine et sur l'ensemble stratégique en voie de se constituer autour des BRICS. Je mesure que le phénomène de l'émergence ne peut aujourd'hui se résumer à la question des BRICS mais mon éclairage vient de l'expérience de notre modeste laboratoire.

Lors d'un colloque que nous avons organisé sur ce thème, les interventions des diplomates invités à s'exprimer nous incitaient à penser que le phénomène BRICS n'était ni durable ni puissant : les divergences de nature, de culture entre ces pays étaient, selon eux, fondamentales et ces alliances de circonstances avaient en elles-mêmes de profonds germes de division. Ils en concluaient qu'il fallait, sur ces sujets, garder nos caps, ne pas prendre peur et surtout garder une distance attentionnée.

Je défendrai la thèse inverse. En effet, je fais le « pari de Pascal » que nous n'avons pas grand-chose à perdre à considérer que derrière l'émergence, en tout cas *derrière les BRICS, il y a une force politique naissante*.

Certes, cette force politique doit conjuguer les États comme les économies mais on y voit bien posée la question qui est au cœur de la thématique de conviction de Jean-Pierre Chevènement : la question de la souveraineté, du « commun », bref, de la République.

Ces pays sont très exigeants quant à leur souveraineté et, en même temps, ils sont à la recherche de causes plus grandes qu'eux-mêmes à condition que ces causes les respectent eux-mêmes. On mesure bien là qu'il y a là de l'ambition

derrière ces alliances. Il y a deux ans, j'ai assisté au Forum de Boao<sup>29</sup>, sorte de Davos de l'Asie présidé par l'ancien Premier ministre japonais Fukuda mais en fait stratégiquement animé par les Chinois. Y étaient invités les Chefs d'État et de gouvernement des BRICS : Mme Rouseff, M. Medvedev, le Premier ministre indien etc. Nous étions quelques observateurs étrangers. Pendant les deux journées de travaux, je n'ai pas entendu une seule fois le mot « Europe », ce qui m'a fait un peu froid dans le dos ! Mais j'y ai pressenti un certain nombre de choses qui me font dire aujourd'hui que l'émergence est une force politique dont il faut en tenir compte et que nous devons la traiter comme telle.

Trois éléments de base me paraissent, constituer, si ce n'est une identité commune, au moins *un patrimoine commun de convictions et de caractéristiques* :

*Les ressources d'avenir.*

Ce sont des gens qui n'ont pas peur de l'avenir. Ils ont des ressources d'avenir et se sentent inscrits dans l'avenir. Les uns ont des terres rares, les autres ont des ingénieurs ou de la forêt... Ils ont des matières premières. Ils ont de l'épargne : on mesure combien l'épargne, notamment en Asie, est aujourd'hui un élément de puissance considérable. Tandis que notre vieil Occident donne le sentiment d'avoir peur de l'avenir, une des premières caractéristiques de ces pays est qu'ils n'ont pas peur de l'avenir, conscients d'avoir les ressources matérielles et surtout humaines, grâce à leurs investissements importants dans les stratégies d'éducation et de formation.

Cette première caractéristique est frappante. Les études d'opinion qui comparent les degrés d'optimisme des différentes jeunesse révèlent que l'émergence mobilise et donne, à l'évidence, des perspectives d'amélioration des conditions de vie.

---

<sup>29</sup> Créé en 2001, le BOAO Forum for Asia (BOFA) tient son nom de la ville de BOAO dans l'île de Chine du Sud, HAINAN, où se tient chaque année un colloque qui réunit plus de 2 000 personnes, principalement d'Asie mais aussi des États-Unis et d'Europe. C'est l'occasion de traiter de la situation économique et sociale de l'Asie et de publier un état des lieux quant à l'intégration de cette région, de sa compétitivité et de suivre les performances des nouveaux émergents du monde. (source : <http://www.prospective-innovation.org/actualites/fondation-prospective-et-innovation-et-le-boao-forum-for-asia> )



### *La dimension continentale*

La dimension continentale des BRICS, majeure dans un grand nombre de domaines, est évidente dans la compétitivité et dans la norme de compétitivité. En effet, le lancement d'un seul produit sur le marché domestique lui confère la norme mondiale en raison de la dimension et de la taille des marchés, ce qui, évidemment, change complètement les données par rapport à l'Europe où, pour conquérir certaines dimensions, il faut exporter sur des marchés de plus en plus larges. Dès le début, les projets bénéficient de normes de compétitivité qui nous sont initialement inaccessibles. *Réalité économique, cette dimension continentale est aussi une réalité géopolitique*, chacun se positionnant – c'est le cas pour le Brésil et l'Afrique du sud – comme un continent dans le continent qui gère son influence sur les autres États de ce continent. Il y a là une ambition.

Certes, ce raisonnement bute contre la relation entre la Chine et l'Inde mais, globalement, cette dimension continentale fait que le champ de réflexion et d'analyse diffère radicalement de ce que nous pouvons connaître dans notre Europe quelque peu divisée.

### *Le développement paradoxal.*

Le Ying et le Yang chinois me semblent, M. l'ambassadeur, très repris par la thématique brésilienne.

C'est dans l'air du temps : Edgar Morin appelle cela « la pensée complexe ». C'est l'idée de présenter tout et son contraire, la dialectique fondamentale qui fait que, parlant d'une cause et de ses effets, on tient les effets comme partie intégrante de la cause.

Selon cette pensée, on peut être à la fois riche et pauvre, il n'y a pas un monde riche et un monde pauvre, un monde du Nord et un monde du Sud, on n'est pas pollueur ou environnementaliste, on est, en permanence, les deux à la fois. La Chine a introduit et développé naturellement cette identité bipolaire. Quand on croit l'appréhender on s'aperçoit que la conception inverse est aussi vraie. On est obligé en Chine de mettre un « s » à vérité(s) parce que le contraire est aussi évident que la formulation initiale.

La Chine est probablement le pays le plus centralisé du monde (avec un parti communiste à 82 million d'adhérents). Elle est, en même temps, un pays extraordinairement déconcentré où les provinces ont des pouvoirs considérables (on peut, par exemple, installer beaucoup d'entreprises sans passer par Pékin). La Chine concilie donc centralisation et décentralisation.

La Chine est à la fois le pays le plus pollueur et celui qui investit le plus dans les énergies renouvelables.

C'est un pays extraordinairement pragmatique mais c'est sans doute celui qui planifie le mieux : le 12<sup>ème</sup> plan chinois est un texte assez moderne, stratégique, mais qui permet un certain nombre de pragmatismes.

Le Brésil organise Rio + 20<sup>30</sup> sans renoncer à sa recherche forcenée de pétrole, montrant bien qu'on peut être en même temps défenseur et de la forêt et du pétrole. Vous m'aviez raconté, M. Saint-Geours, quand j'avais eu le plaisir de vous rencontrer à Brasilia, que le budget brésilien est revu tous les deux mois pour corriger les dérives budgétaires des finances publiques, de manière à maîtriser le budget (ce n'est pas ce que nous observons chez nous, même si on a de plus en plus de collectifs budgétaires<sup>31</sup>). Le Brésil, qui montre cette capacité à centraliser par un budget réajusté en permanence est en même temps un État fédéral où les États et les métropoles ont un pouvoir considérable. Lui aussi est à la fois centralisé et décentralisé. Très attaché à l'idée de souveraineté nationale et à des comportements extrêmement patriotiques, ce pays en même temps ouvert et toujours en conquête d'alliances et de définition de réseaux et d'ouverture.

C'est cette idée qui fait qu'on est inclassable.

Il faut savoir, quand vous êtes autour d'une table avec des Chinois, que si leur intérêt est d'apparaître comme la deuxième économie du monde, ils vous parleront du PIB en valeur absolue, mais si leur intérêt est d'apparaître dans le camp des pays pauvres, ils vous parleront du PIB par habitant (ce qui place la Chine au 100<sup>ème</sup> rang mondial) ! Suivant les circonstances, ils sont tout et le contraire de tout et nous présentent un monde assez insaisissable. Ils en font une stratégie : puisqu'ils ont en eux la richesse et la pauvreté, ils ne voient pas pourquoi ils devraient se contenter de participer à une moitié du monde. Ils ont l'ambition de participer à la globalité du monde.

Cette identité est claire et s'impose au-delà des différences entre les géographies et les systèmes politique : La confiance en l'avenir, la dimension continentale, la pensée complexe à la Edgar Morin (Edgar Morin qui a appelé un de ses derniers

---

<sup>30</sup> Vingt ans après la Conférence internationale de Rio sur l'environnement et le développement en 1992 l'Assemblée générale des Nations unies a convoqué une conférence internationale "Rio + 20", qui s'est tenue à Rio au Brésil du 20 au 22 juin 2012.

<sup>31</sup> Lois de finances rectificatives.

livres « *La Voie* »<sup>32</sup>, ce n'était pas un hasard !) créent autour du phénomène de l'émergence *une pensée commune*.

L'observation des États émergents montre *une stratégie commune* articulée sur la croissance :

#### *La nouvelle croissance*

Nombre de forums opposent la croissance de l'Occident, inégalitaire, polluante, imparfaite, à la croissance inclusive des pays émergents qui, tenant compte de nos erreurs, inventent et développent la nouvelle croissance. C'est aujourd'hui à eux de construire la croissance, de porter ces nouvelles valeurs de la croissance. Nous pourrions dire, dans notre langage bien français, que ces pays nous rendent « un service public mondial de croissance ».

La Une du *Monde* titre ce soir « Relance de l'économie chinoise, un taux de croissance de 8,5 % ». Il y a quinze jours, c'était « Ralentissement en Chine »... Il faut prendre tout cela avec un peu de distance. Mais la croissance du monde est un élément majeur de l'équilibre de nos sociétés et le fait que ces pays sont les moteurs de la croissance leur donne une force considérable.

#### *Les échanges d'expériences sur des sujets d'avenir*

Chacun s'intéresse aujourd'hui à « la ville intelligente » : les éco-quartiers, la maîtrise du développement durable, les meilleures voies de communication et la dimension à la fois sociale et environnementale du développement urbain.

Sur ces sujets, le Brésil, la Chine et même l'Inde travaillent énormément pour essayer de construire des méthodes communes. Des éco-quartiers se développent aujourd'hui en Chine avec l'intervention du Brésil et de l'Inde. Il y a des échanges d'expériences sur les sujets d'avenir.

S'il y a un sujet que toute la planète considère comme un sujet d'avenir, c'est bien « la ville intelligente », la ville socialement et environnementalement équilibrée (les Chinois diraient « harmonieuse »).

Beaucoup de réseaux se construisent qui échangent des expériences. Une des raisons qui nous ont empêchés de boucler complètement notre contrat concernant la vente du Rafale à l'Inde, alors qu'il y a un certain nombre

---

<sup>32</sup> « *La Voie – Pour l'avenir de l'humanité* », d'Edgar Morin (éd. Fayard : Janvier 2011)

d'accords, est probablement que l'Inde et le Brésil discutent ensemble et font en sorte de passer d'une relation bilatérale à une relation trilatérale. Même si ce dossier a fait l'objet de beaucoup de difficultés, il apparaît très clairement que les réseaux de ces pays se connectent (une réunion sur le dossier du Rafale a eu lieu récemment entre Indiens et Brésiliens). Il est en effet assez intéressant de voir comment on peut, dans un intérêt commun, échanger un certain nombre d'expériences... notamment face à un Occidental !

### *L'influence*

L'influence des États émergents est de nature progressive mais ils ont gagné un certain nombre de positions. Il ne s'agit pas de suprématie (ni l'Asie ni le Brésil n'ont d'ambition clairement affirmée de suprématie) mais de recherche harmonieuse des équilibres du monde, tout en gagnant un certain nombre de positions. Ce fut le cas autour de la table des G20 où les BRICS sont tous représentés. Ce fut à Rio + 20 où on a vu une logique BRICS assez cohérente, même si ce n'est pas encore aujourd'hui une force complètement organisée.

Sur la réforme du Conseil de sécurité des discussions ont lieu et ce qui n'était qu'une reconnaissance peut devenir une influence, avec quelques objectifs communs sur lesquels nous devons réfléchir.

### *Dans ce contexte, quelle peut être la position de la France ?*

Je ne vous parlerai que d'intuitions politiques, laissant aux experts le soin d'aller au fond des choses. L'intuition politique me fait redouter un danger : le moment où ces fronts se mobiliseront contre l'Occident. Je vous parlais du Forum de Boao où, sans agressivité, on constatait que les modèles anciens n'avaient pas atteint leurs objectifs et qu'il était temps d'inventer d'autres modèles. Il y avait là un message, *une forme de négation de notre potentiel d'avenir*.

Cela nous impose de mener une réflexion. Nous ne pouvons pas miser sur l'hypothèse que ces réseaux ne sont pas suffisamment unis et qu'un jour ou l'autre, ils disparaîtront ou, en tout cas, s'affaibliront. Il faut les prendre au sérieux. C'est pourquoi je parlais d'un « pari de Pascal ». Tant mieux s'ils ne développent pas de dialectique anti-occidentale. Mais nous devons penser à nos valeurs, à ce que nous devons représenter, à notre modèle de développement.

Ce matin, une table ronde réunissait des maires chinois et des maires français. Il y était question des villes. Nul ne peut ignorer que les villes de France se sont

spectaculièrement embellies ces dernières années. La fête des Lumières à Lyon, les quais de Bordeaux, Lille et Marseille capitales culturelles : Nos villes ont fait de leur passé des forces d'avenir. Elles se sont rénovées, ont rénové leur patrimoine. Les réseaux de transports en commun en font des bassins d'emplois extraordinairement élargis. Nos villes interrégionales sont devenues non seulement belles mais attractives. Nous avons donc quelque chose à apporter, aujourd'hui encore, dans la construction d'un certain nombre de villes, pas seulement dans les domaines de la gestion des déchets ou des transports en commun. *Nous pouvons apporter notre modèle européen de la ville*, y compris de la grande ville. Sur ces sujets, nous avons des choses à dire.

Je voudrais essayer d'éviter que nous nous trouvions globalement marginalisés comme je l'avais été dans ce Forum de Boao. La bonne solution aujourd'hui est de rechercher la logique de projets en réseaux, de *construire des réseaux de projets* qui nous permettent de bâtir un certain nombre d'alliances et d'être complètement impliqués avec ces pays. Cela a été tenté à Copenhague sur le sujet de la forêt où la France était pilote pour défendre un projet qui impliquait plusieurs pays (le Brésil, le Gabon etc.). Il faut construire des réseaux qui mêlent un certain nombre de pays autour de quelques projets qui peuvent être des projets thématiques ou des projets plus stratégiques et plus politiques, par exemple sur la situation difficile de l'Afrique où les Chinois vont finir par connaître quelques soucis à défaut d'une gestion plus intelligente des systèmes. L'Europe devrait avoir un rôle à jouer. Ce n'est pas parce que l'Europe a moins d'argent que la Chine qu'elle est moins utile à l'Afrique. Là aussi des initiatives peuvent être développées sous forme de logiques de réseaux et de projets qui nous permettent de diffuser notre influence et notre puissance, voire notre valeur ajoutée : l'aéronautique (avec la Chine aujourd'hui), l'énergie nucléaire etc.

Ces réseaux de projets doivent concerner un certain nombre de sujets majeurs sur lesquels nous avons quelques forces. Il faut toujours penser à la tête de réseau. *Les bons réseaux sont ceux dans lesquels nous pouvons agir et compter*. Nous pouvons, autour d'un certain nombre de nos valeurs, être des acteurs de réseau et faire en sorte de développer des projets, de nous infiltrer dans ces nouvelles dynamiques. Il s'agit de ne pas laisser prospérer des alliances qui aujourd'hui ne sont que des réseaux mais pourraient devenir à un moment ou un autre des forces plus politiques.

L'intérêt de la France est de prendre au sérieux cette logique-là, de voir qu'elle n'est pas inutile à une nouvelle pensée du monde. Les émergents sont des pays à haute civilisation, ce sont des pays qui ont beaucoup de choses à apporter, qui ont un élan démographique. Attachés à l'idée de souveraineté et à l'idée de nation, à ce qu'ils ont de fort en eux-mêmes, ils ne sont toutefois pas repliés sur eux-mêmes et ils cherchent un équilibre du monde.

On a toujours intérêt à s'entendre avec ceux qui recherchent l'équilibre plutôt que de pactiser avec ceux qui cherchent la suprématie.

## *Débat final*

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur le Premier ministre, pour cet exposé extrêmement stimulant. Il est riche de votre expérience des relations avec des pays comme la Chine ou l'Algérie où vous appliquez avec humanisme la « pensée complexe ». Vous savez à quel point il s'agit de pays fiers, quelquefois même susceptibles. Mais vous avez la manière de faire, cela vous est reconnu.

Je voudrais lancer quelques idées avant de donner la parole à la salle pour des questions aux intervenants que je veux tous remercier car ils ont apporté une contribution tout à fait essentielle.

Comme l'a dit M. Juvin, je dirai que l'émergence est incontestablement une réalité économique, les chiffres en témoignent.

La notion d'émergence est apparue au début des années 1980, selon la logique du néo-libéralisme : Où est-il intéressant d'investir ses capitaux ?

L'émergence est allée de pair avec la mondialisation technologique, l'information circulant à la vitesse de la lumière mais également avec la suppression de toutes les barrières aux mouvements de capitaux, de biens, de services. C'est alors qu'on a vu des investissements cibler les pays qui offraient des avantages comparatifs : le prix de leur main d'œuvre, mais aussi, comme vous l'avez très bien dit, la richesse du sous-sol, l'agriculture, les divers savoir-faire. On peut dire que l'émergence coïncide avec le cycle du néo-libéralisme qui, entamé au début des années 1980, s'installe en Europe à la fin de cette décennie. Avec l'effondrement de l'Union soviétique, du Pacte de Varsovie, la politique d'ouverture de Deng Xiaoping, le monde devient un « village global » et on voit apparaître de nouvelles ressources, de l'argent, des besoins.

Je rentre de Russie où la consommation automobile augmente de 10 % par an, tandis que la croissance est un peu inférieure à 4 %. Des besoins de tous ordres s'y expriment : consommation, infrastructures, services urbains... La Russie n'est pas à proprement parler un pays émergent, elle est, pourrait-on dire, un pays ré-émergent dont le parcours historique est tellement sinusoïdal qu'on ne peut pas le qualifier. La Russie était déjà un pays fortement émergent au temps de

Stolypine<sup>33</sup>. Suivit la période soviétique, puis dix années de *break*, de crise grave, et, depuis dix ans, un relèvement qui mérite d'être reconnu du point de vue économique.

*Les pays émergents ont des besoins et nous offrent des opportunités.* La France a des entreprises d'énergie, de transports, d'industrie agricole alimentaire, de services urbains, d'environnement, d'automobile qui peuvent répondre à ces besoins, si nous en avons la volonté, si nous voulons orienter vers ces économies qui croissent beaucoup plus vite que la nôtre un certain nombre d'investissements, de co-productions, de co-entreprises comme j'en ai vu quelques-unes justement en Russie.

Quelle est la perspective ? Resterons-nous enfermés dans une éternelle stagnation face à des pays qui croîtront toujours beaucoup plus vite que nous ?

Je ne le crois pas du tout. Nous avons perdu la position rentière qui était la nôtre jusqu'en 1990-91. Nous devons nous réorienter dans le monde tel qu'il est et penser la mondialisation.

À cet égard, je voudrais montrer que la première mondialisation, celle qui, sous égide britannique, avait vu à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle le décollage de pays comme l'Argentine, l'Uruguay, la Russie, se brisa sur la Première guerre mondiale parce qu'elle posait un problème d'hégémonie : la montée de l'Allemagne impériale faisait craindre à la Grande-Bretagne, et, en arrière-plan, aux États-Unis, une suprématie allemande sur le continent. Quand l'Allemagne déclara la guerre et envahit la Belgique, ce fut le signal de l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne. Même si tout avait débuté dans les Balkans, c'était, par effet de ricochet, un problème d'hégémonie mondiale qui était posé.

La deuxième mondialisation, sous égide américaine, aboutit à quelque chose qui n'avait pas été prévu par les doctrinaires du néo-libéralisme : la montée des pays émergents, en particulier de la Chine qui, aux yeux de certains, devient potentiellement un rival pour les États-Unis.

C'est cette période qui est devant nous qu'il faut gérer avec toute l'intelligence, le doigté que l'on vous reconnaît. Vous savez prendre les choses comme il faut, je

---

<sup>33</sup> Piotr Arkadievitch Stolypine, Premier ministre du tsar Nicolas II de 1906 à 1911.

« *Stolypine s'est chargé d'une énorme responsabilité en faisant faire à la Russie un tournant stratégique radical. Durant les années de ses réformes, la Russie a accompli un puissant bond économique pour occuper la première place au monde du point de vue des rythmes de croissance économique.* » (source : La Voix de la Russie, 14 avril 2012)



le sais pour vous avoir vu à l'œuvre dans les rapports avec nos amis chinois dans les moments difficiles.

On observe une aspiration à la souveraineté, une claire volonté d'affirmation chez la plupart des pays émergents, M. Juvin l'a souligné dans son livre.

Nous-mêmes devons retrouver un peu de confiance en nous, non pas dans une optique agressive parce que l'idée républicaine sur laquelle se fonde la nation française est celle du « commun ». Ce que nous avons en commun ce n'est pas seulement l'intérêt national, c'est l'intérêt de l'Europe, c'est l'intérêt de l'humanité. L'idée républicaine porte en elle-même un élément de modération, un élément d'humanisme et de compréhension pour peu que l'on sache dépasser les inévitables rivalités qui doivent à un certain moment déboucher sur des compromis.

À cet égard, le droit d'ingérence, la responsabilité de protéger, sont des notions bien complexes. Je dois dire que je m'interroge sur ce qu'on appelle, d'un mot-valise, les « valeurs de l'Occident ». Elles n'ont pas toujours été ce qu'elles sont aujourd'hui. Je rappelle que *la Charte des Nations unies est fondée sur le principe de la non-ingérence, de la souveraineté des États*. Bien entendu, il y a une limite, il faut la trouver. À l'ONU, en 2005, on s'est mis d'accord sur un concept : la « responsabilité de protéger » mais sommes-nous sûrs d'en avoir bien usé ? Je me contente de poser cette question sans faire de développements qui nous porteraient bien au-delà du débat de ce soir. Mais je pense que nous devons traiter avec beaucoup de doigté toutes ces questions.

Nous sommes, bien sûr, attachés aux valeurs de la démocratie. Mais les valeurs de la démocratie ne sont pas seulement celles des « droits de l'Homme », ce sont celles des droits de l'Homme *et* du Citoyen. La Déclaration des droits de l'Homme dont on parle aujourd'hui, cela fut historiquement, et cela reste pour moi la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen. *Les droits du citoyen garantissent les droits de l'Homme*. Si vous n'avez pas les droits du citoyen vous n'avez pas non plus les droits de l'Homme. Au lieu de reprocher à un certain nombre de pays de défendre – légitimement – les droits du citoyen, discutons-en avec eux. Ayons un rapport plus apaisé avec ce monde nouveau qui peut donner l'impression de nous bousculer. Sans nous laisser bousculer, sachons problématiser cet immense phénomène de la mondialisation, une mondialisation qui pourrait déboucher sur des catastrophes si nous n'étions pas capables de la maîtriser.

Ces quelques mots étaient destinés à lancer le débat dans la salle.

Je donne la parole à ceux qui souhaitent s'exprimer.

DOMINIQUE GALLET

Ma question s'adresse aux deux hommes politiques qui sont à cette tribune, M. Jean-Pierre Chevènement et M. Jean-Pierre Raffarin.

Une chose me surprend beaucoup et me désole : c'est l'incapacité de la plupart de nos décideurs à avoir véritablement une vision complexe de l'évolution du monde. S'ils semblent avoir pris conscience de l'émergence économique, de l'émergence politique et étatique du nouveau monde, nos décideurs perçoivent mal l'émergence linguistique et culturelle et ce qu'elle va transformer dans le monde qui émerge sous nos yeux, notamment au niveau de la diversité culturelle et linguistique. Trop souvent, la plupart de nos décideurs continuent à développer une doctrine du tout anglais de plus en plus obsolète dans le monde multilingue et multiculturel d'aujourd'hui. Cela va parfois jusqu'à la caricature : La dernière campagne lancée par les autorités françaises destinée à attirer vers nous les investisseurs du Brésil, de Chine, du Canada, d'Inde et des États-Unis n'a été conçue et diffusée qu'en langue anglaise dans tous les grands quotidiens, *média* audiovisuels et réseaux sociaux de ces pays alors qu'il s'agit de parler au peuple brésilien, aux décideurs brésiliens, chinois, canadiens (français notamment).

Il ne faut pas s'en tenir à ce constat attristant. Des manifestations, des colloques de plus en plus nombreux s'organisent, notamment dans le milieu syndical (de la Fédération des travailleurs au Québec, de grands syndicats en France). De même dans le domaine scientifique : le CNRS vient d'organiser deux colloques sur les limites du tout anglais, avec la participation de scientifiques français, brésiliens, africains, japonais etc.

On sent qu'une prise de conscience est en train de naître mais pas assez au niveau des décideurs, c'est-à-dire des politiques.

Que pensez-vous de cette situation ?

JEAN-PIERRE RAFFARIN

Je fais à peu près le même constat que vous, Monsieur. J'ajouterai, pour avoir été représentant personnel du chef de l'État pour la francophonie dans le quinquennat précédent, que j'ai observé un clivage chez nos diplomates entre les plus de cinquante ans et les moins de cinquante ans. Quand on parle de la

francophonie, les moins de cinquante ans considèrent ce combat comme assez « ringard ». Il est vraiment difficile de se battre pour la francophonie avec nos jeunes diplomates. Plus grave encore : à l'occasion d'un grand événement sportif, on a surpris un ministre français parlant en anglais à la délégation française en Afrique du sud ! A la conférence sur Haïti, tandis que Mme Clinton avait ouvert les travaux avec quelques mots en français, un haut dirigeant d'organisation internationale d'origine française à l'ONU a cru bon de s'exprimer en anglais ! Quand le ministre des Affaires étrangères présent lui a signalé qu'il ferait mieux de parler français, il lui a répondu ... qu'il avait préparé son discours en anglais ! Nous n'avons certes pas l'intransigeance francophone des Québécois. Quelques efforts sont faits, notamment dans les grandes organisations internationales. A l'ONU, M. Ban Ki-moon lui-même a pris des cours de français. À Genève également des efforts sont faits mais on est encore très loin du compte.

La prise de conscience dont vous parlez est encore très minoritaire et assez typée en termes de générations. Une pédagogie puissante est nécessaire.

Au-delà de la langue, vous avez raison sur l'émergence culturelle. Il ne faut pas croire que l'Asie ne va nous amener que ses produits. Observons simplement que le Nouvel an chinois devient une fête à Paris.

Je fais partie des baby-boomers. À l'époque beaucoup de gens – je pense à Jean-Jacques Servan-Schreiber avec son « *Défi américain* »<sup>34</sup> – nous avaient préparés à la part d'Amérique de notre avenir. Et ma génération a bien vécu sa part d'Amérique. On nous avait initiés à internet, aux autoroutes de l'information, on nous avait prévenus sur l'importance du *marketing*, on nous avait même avertis sur le développement des *fast food* ! (Qui eût cru qu'il y aurait sept Mac Donald à Poitiers ?) J'ai le sentiment que nous avons vécu notre dialectique de manière assez paisible. Sans nous sentir américanisés nous étions suffisamment « musclés » pour réagir sur un certain nombre de sujets.

Aujourd'hui, on ne prépare pas les jeunes à la part d'Asie de leur avenir. Il faudrait y réfléchir. Les 5000 ans d'histoire de la Chine vont suivre les produits. Il y a là une émergence culturelle à laquelle il faut aussi nous préparer pour nous enrichir et pour résister, les deux sont nécessaires.

De ce point de vue, je vous rejoins aussi, Monsieur, sur les impacts linguistiques mais aussi culturels de l'émergence.

---

<sup>34</sup> Jean-Jacques Servan-Schreiber, « *Le Défi américain* » (éd. Denoël : 1968)

Je n'ai pas grand-chose à ajouter à ce que vient de dire M. Raffarin. Je suis frappé de voir le dynamisme conquérant de la plupart des pays émergents et, en regard, l'affaissement des nations européennes, un phénomène historique probablement consécutif aux deux guerres mondiales.

Cet affaissement est particulièrement perceptible en France. On a l'impression que la France ne croit plus en elle et que les jeunes générations ne savent plus ce qu'être Français signifie : être francs, être libres, comme ce « *cavalier français qui partit d'un si bon pas* »<sup>35</sup> (Descartes). C'est grâce à cet esprit de grandeur, d'indépendance, que la France a su rebondir à plusieurs reprises dans son histoire. On a l'impression qu'elle est actuellement dans un creux.

Vingt ans nous séparent de l'effondrement du communisme, le monde s'est renouvelé, il faut maintenant que nous reprenions un nouveau départ.

L'axe de la reconquête de la compétitivité qui a été tracé est le bon, je le crois. Il faut en effet que nous redevenions compétitifs. Il faut que nous soyons les meilleurs. Les Français doivent prendre conscience qu'ils ont beaucoup d'atouts.

En 2050, 700 millions de personnes parleront français, à condition – je le dis toujours aux diplomates que je rencontre – qu'on y mette un peu les moyens : formons des enseignants en République démocratique du Congo, créons des Ecoles normales, aidons les à se prendre en mains. C'est leur intérêt et c'est le nôtre.

Il faut regarder vers les continents de l'avenir que sont l'Asie, l'Amérique latine, l'Afrique. Le fait que le peuple français soit aujourd'hui un peuple assez divers est un atout. Les « minorités » venues d'Afrique, d'Asie... sont aussi des relais : les Portugais vers le Brésil, les Arabes vers le monde arabe, vers l'Orient, les Chinois vers l'Asie...

Il faut que la France redéfinisse et recalibre son ambition.

---

<sup>35</sup> « ... *ce cavalier français qui partit d'un si bon pas* », c'est par ces mots que Charles Péguy présente Descartes dans sa *Note conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne* (« *Cœuvres en prose* », 1909-1914, Charles Péguy, éd. Gallimard, coll. Bibliothèque de la Pléiade : 1961)

J'ai été frappé de l'absence presque totale de désignation des États-Unis d'Amérique dans les interventions initiales ce soir, sinon dans l'intervention de M. Juvin. Or si un élément a fondé l'union des BRICS, au-delà de « la recherche d'un nouvel équilibre mondial » (termes diplomatiques), c'est bien le rejet de la volonté hégémonique américaine. Et si l'Europe est occultée (dans nombre de réunions internationales, on ne parle pas de l'Europe), c'est parce qu'elle donne l'impression d'être à la remorque de l'Amérique. On ne dira jamais assez combien le retour de la France au sein de tous les organismes de l'OTAN (pour obtenir tel ou tel commandement dont l'un a d'ailleurs été supprimé immédiatement après), a dégradé la visibilité de l'indépendance politique de la France.

Si on veut que l'Europe puisse discuter avec les BRICS de manière autonome, il faut d'abord montrer que l'on n'est pas partout à la remorque des Américains, dans le cadre d'un prétendu front occidental dans lequel en réalité nous ne pesons pas.

Il n'a pratiquement pas été question des questions militaires. La Chine, le Brésil, l'Inde sont en train de développer considérablement leur marine dans un souci de défense nationale mais aussi pour asseoir une présence régionale. Il faut prendre en compte le fait que pour ces pays comme pour d'autres il s'agit d'une réaction naturelle. La montée en puissance militaire de la Chine ne doit pas faire oublier que les dépenses chinoises, malgré la progression fulgurante qu'elles ont connue ces dernières années, représentent un sixième des dépenses américaines.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT
-------------------------

Merci, Monsieur,

Vous avez raison de souligner que les dépenses militaires de la Chine ne représentent encore qu'un sixième du budget militaire américain. La Chine n'aspire pas à une égalité stratégique avec les États-Unis mais développe simplement une stratégie de dissuasion. Elle veut pouvoir disposer d'une frappe en second en cas de nécessité.

Si on a peu parlé des États-Unis, c'est que leur déclin relatif est en arrière-plan de tout ce qui s'est dit. Le déclin américain, bien qu'il ne soit ni très rapide ni très sensible, est une réalité. La nécessité de notre indépendance a été soulignée par

Hubert Védrine dans un rapport concernant l'OTAN<sup>36</sup>. La réintégration dans l'OTAN ne signifie pas que la France ne doit pas faire entendre une voix forte et distincte. Toutefois, l'écart entre le rapport d'Hubert Védrine et la réalité dépendra beaucoup de nos hommes politiques et de nos diplomates.

À propos de la Palestine, la France a pris par rapport aux États-Unis une position originale qui rejoint celle de la plupart des pays émergents. Chacun sait que la question de l'État palestinien est depuis très longtemps une pierre de touche dans la diplomatie française, ce qui signifie que nous considérons qu'il y a un problème et qu'il faut que ces deux États puissent exister, côte à côte, dans leur intérêt mutuel. Il faut constater que, malgré toutes les pressions, la France a maintenu une position originale.

DAVID TEURTRIE
----------------

Je voudrais revenir sur la Russie qui a été présente/absente dans cette discussion.

Effectivement, elle fait partie des BRICS. Je serai tout à fait d'accord avec M. le ministre pour dire que c'est un pays inclassable. Parler d'émergence à propos de la Russie, une des premières puissances européennes au XIX<sup>e</sup> siècle et deuxième puissance mondiale au XX<sup>e</sup> siècle, est en effet un peu curieux.

Toutefois, en termes de croissance économique, avec une dette publique extrêmement faible, plus faible que celle de la Chine, des dépenses militaires en très forte croissance, la Russie fait bien partie des BRICS et participe à une certaine réémergence.

C'est également vrai en termes de souveraineté. Tous les intervenants ont affirmé que la souveraineté est un élément extrêmement important de l'émergence. Or, depuis des siècles, la souveraineté est un élément fondamental pour la Russie. On le voit à nouveau dans les affaires internationales à l'heure actuelle.

---

<sup>36</sup> Hubert Védrine, ancien ministre, a remis le 14 novembre 2012 au président de la République le rapport intitulé « *Les conséquences du retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'avenir de la relation transatlantique et les perspectives de l'Europe de la défense* ».

[http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Rapport\\_H\\_VEDRINE\\_V7\\_-\\_definitive\\_cle05be84.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Rapport_H_VEDRINE_V7_-_definitive_cle05be84.pdf)

Il faudrait s'interroger sur ce qu'est l'émergence vue des pays dont nous parlons. Il faut noter qu'en Russie, le mot « émergence » n'existe pas : on parle de pays en développement rapide. Cela me semble important. À cet égard, la Russie se veut l'un des pays qui affirment les BRICS en termes politiques. Elle prétend être à l'origine d'un certain regroupement politique des BRICS autour des grandes questions internationales. Je voudrais rappeler que M. Primakov (ministre des Affaires étrangères de la Russie puis Premier ministre éphémère) fut l'un des premiers, à la fin des années 1990, à prédire la naissance d'un triangle Russie-Inde-Chine (auquel s'est joint le Brésil par la suite).

Je voudrais finir par une question sur la relation entre l'Europe et la Russie. Classer la Russie parmi les pays émergents est, pour l'Europe, une façon un peu facile de se débarrasser de la Russie, en considérant qu'elle n'est pas vraiment un pays européen.

Ne vaudrait-il pas mieux traiter la Russie en tant que pays européen, pour l'associer à l'Europe, plutôt que de risquer de la voir un jour, en qualité de pays émergent, contester l'ordre mis en place ?

Merci.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT
-------------------------

*J'ai pris toutes les précautions pour relativiser l'expression de BRICS en disant que, pour moi, la Russie est plutôt un pays ré-émergent qu'un pays émergent.*

Il est vrai que la Russie a été humiliée par la chute économique et sociale qui a suivi la fin de l'URSS et qu'elle est en train de remonter à travers un projet de modernisation et de diversification de son économie qui dépend trop aujourd'hui des hydrocarbures.

Vous avez parlé de M. Primakov, que j'ai rencontré à plusieurs reprises. Il tient que la Russie est un pays eurasiatique. Il a raison. Mais c'est un peuple européen, avec des minorités de toutes natures, musulmanes, perses, touraniennes etc. C'est un pays complexe qu'on a tendance à aborder avec des lunettes simplistes et souvent avec des lunettes du passé.

Il faut regarder l'avenir dans sa profondeur géostratégique. La Russie est l'espace naturel de développement d'une civilisation européenne à laquelle elle appartient de plein droit, même si elle se livre à un jeu subtil avec la Chine, l'Inde, l'Organisation de Shanghai... Il faut comprendre que d'un côté le

partenariat euro-atlantique répond à des facteurs civilisationnels et, de l'autre, la Russie, qui est aussi une puissance asiatique, tient compte de ce que l'Asie est le continent qui monte. Il faut regarder tout cela avec beaucoup d'attention. L'intérêt de l'Europe est en effet de travailler avec la Russie. C'est aussi l'intérêt de la Russie. C'est un intérêt mutuel. Et nous voulons aussi essayer d'y contribuer.

LOÏC HENNEKINNE
-----------------

Sur ces fortes paroles nous allons clore ce colloque en remerciant Monsieur le Premier ministre et Monsieur le ministre d'État, ainsi que les intervenants, M. Christophe Jaffrelot, M. Yves Saint-Geours et M. Hervé Juvin, d'avoir été parmi nous.

Merci pour votre attention. ance.







## **TRAVAUX ET PUBLICATIONS (2004 – 2012)**

### **RECHERCHE ET MONDIALISATION**

Colloque du 20 septembre 2004

### **APPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE DE L'EUROPE ET POLITIQUE DE GRAND VOISINAGE**

Colloque du 14 décembre 2004

### **UNE ÉDUCATION CIVIQUE RÉPUBLICAINE AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE**

Colloque du 10 janvier 2005

### **ISLAM DE FRANCE : OÙ EN EST-ON ?**

Colloque du 14 février 2005

### **PARIS- BERLIN – MOSCOU : UNE ÉMANCIPATION EUROPÉENNE**

Colloque du 24 mai 2005

### **L'ONU EN 2005**

Colloque du 6 juin 2005

### **FRANCE – ALLEMAGNE : QUEL PARTENARIAT POUR QUELLE EUROPE ?**

Colloque du 7 septembre 2005

### **L'AVENIR DE L'EURO**

Colloque du 28 septembre 2005

### **OÙ VA LA RUSSIE ?**

Colloque du 11 octobre 2005

### **MONDIALISATION RÉGULÉE DES ÉCHANGES ET PRÉFÉRENCE EUROPÉENNE**

Table-ronde du 28 novembre 2005

**LA RÉPUBLIQUE AU DÉFI DES BANLIEUES**

Colloque du 9 janvier 2006

**LE NUCLEAIRE ET LE PRINCIPE DE PRÉCAUTION**

Colloque du 24 janvier 2006

**TURQUIE-MAGHREB : LES CONDITIONS DU DÉCOLLAGE ÉCONOMIQUE**

Colloque du 21 février 2006

**SOCIÉTÉ DU SAVOIR : LES CONDITIONS PRÉLIMINAIRES**

Colloque du 4 avril 2006

**FINANCES PUBLIQUES ET PÉRENNITÉ DE L'ÉTAT**

Colloque du 24 avril 2006

**L'AVENIR DU DOLLAR**

Colloque du 12 juin 2006

**L'AVENIR DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE**

Colloque du 2006

**L'AVENIR DE LA DISSUASION**

Colloque du 10 juillet 2006

**ENTREPRISES ET TERRITOIRES**

Colloque du 25 septembre 2006

**OÙ VA L'AFRIQUE ?**

Colloque du 30 octobre 2006

**LA SÉCURITÉ DU MOYEN-ORIENT ET LE JEU DES PUISSANCES**

Colloque du 20 novembre 2006

**OÙ VA LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE ?**

Colloque du 4 décembre 2006

**L'ALLEMAGNE ENTRE L'EUROPE ET LA MONDIALISATION**

Colloque du 12 février 2007

**LA DÉMOCRATIE A L'ÉPREUVE DU SYSTÈME MÉDIATICO-SONDAGIER**

Colloque du 10 septembre 2007

**CRISES FINANCIÈRES A RÉPÉTITION :  
QUELLES EXPLICATIONS ? QUELLES RÉPONSES ?**

Colloque du 17 octobre 2007

**PEUT-ON SE RAPPROCHER D'UN RÉGIME PRÉSIDENTIEL ?**

Colloque du 5 novembre 2007

**L'ASIE DU SUD-EST ENTRE SES GÉANTS**

Colloque du 21 novembre 2007

**TERRITOIRES ET CLASSES SOCIALES EN FRANCE,  
DANS LA MONDIALISATION**

Colloque du 14 janvier 2008

**QUEL GOUVERNEMENT ÉCONOMIQUE POUR LA ZONE EURO ?**

Colloque du 18 février 2008

**L'ALLEMAGNE AU SOMMET DE L'EUROPE ?**

Colloque du 17 mars 2008

**OÙ VA LA SOCIÉTÉ PALESTINIENNE ?**

Colloque du 26 mai 2008

**QUELLE POLITIQUE AGRICOLE, AU DÉFI  
DE LA CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE ?**

Table ronde du 9 juin 2008

**OÙ VA LA SOCIÉTÉ ISRAÉLIENNE ?**

Colloque du 16 juin 2008

**L'ASIE VUE D'EUROPE**

Colloque du 8 septembre 2008

**PARADOXES DU CINÉMA FRANÇAIS**

Colloque du 29 septembre 2008

**QUELLE POLITIQUE EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ?**

Colloque du 20 octobre 2008

**L'AVENIR DES BALKANS**

Colloque du 24 novembre 2008

**L'ÉTAT FACE A LA CRISE**

Colloque du 9 décembre 2008

**L'ALLEMAGNE, LA CRISE, L'EUROPE**

Colloque du 12 janvier 2009

**L'EUROPE AU DÉFI DE LA CRISE**

Colloque du 14 février 2009

**SÉCURITÉ EUROPÉENNE : OTAN, OSCE, PACTE DE SÉCURITÉ**

Colloque du 30 mars 2009

**LA POLITIQUE EXTÉRIEURE AMÉRICAINE  
APRÈS L'ÉLECTION DE BARACK OBAMA**

Rencontre du 7 avril 2009  
**CRISE DU LIBRE ÉCHANGE MONDIAL : COMMENT EN SORTIR ?**  
Colloque du 27 avril 2009

**L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA STABILITÉ DE L'EURO**  
Rencontre du 4 mai 2009

**RÉFORME DES TERRITOIRES ET DÉVELOPPEMENT**  
Colloque du 26 mai 2009

**OÙ VA LE PAKISTAN ?**  
Colloque du 22 juin 2009

**L'AVENIR DE LA GAUCHE ALLEMANDE**  
Table ronde du 29 juin 2009

**MONDIALISATION ET INÉGALITÉS EN FRANCE**  
Colloque du 21 septembre 2009

**QUELLE SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL  
POUR UN MONDE MULTIPOLAIRE**  
Colloque du 19 octobre 2009

**OÙ VA L'IRAN ?**  
Colloque du 23 novembre 2009

**OÙ SONT PASSÉES LES COUCHES POPULAIRES ?**  
Table ronde du 30 novembre 2009

**L'AMÉRIQUE LATINE EN MOUVEMENT**  
Colloque du 14 décembre 2009

**LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LES TENAILLES DU G2**  
Colloque du 18 janvier 2010

**QU'EST-CE QUE LE COMMUNISME CHINOIS ?**

Colloque du 22 février 2010

**LA FRANCE ET SES STRATÈGES**

Séminaire du 22 mars 2010

**STRATÉGIE DES GRANDS GROUPES ET POLITIQUE INDUSTRIELLE FRANÇAISE**

Colloque du 12 avril 2010

**LA CONFERENCE D'EXAMEN DU TNP : BILAN ET PERSPECTIVES.  
DESARMEMENT, NON-PROLIFÉRATION ET SÉCURITÉ DE LA FRANCE**

Colloque du 14 juin 2010

**QUELLE UNIVERSITÉ FRANÇAISE POUR DEMAIN ?**

Colloque du 13 septembre 2010

**LES CHOIX DE L'ALLEMAGNE**

Colloque du 18 octobre 2010

**RADIOGRAPHIE ET PERSPECTIVES DE LA CRISE**

Colloque du 13 décembre 2010

**QUELLES PERSPECTIVES POUR LA FRANCE EN MEDITERRANÉE ?**

Colloque du 17 janvier 2011

**ORGANISER ET PRENDRE EN CHARGE LA SANTÉ DES FRANCAIS**

Colloque du 07 février 2011

**RADIOGRAPHIE DES ENTREPRISES FRANÇAISES**

Colloque du 04 avril 2011

**QUELLE POLITIQUE INDUSTRIELLE POUR RELEVER LE DÉFI CLIMATIQUE ?**

Colloque du 16 mai 2011



**UN PRINTEMPS ARABE ?**  
Table ronde du 26 mai 2011

**LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE AU MIROIR DE SON CINÉMA**  
Colloque du 20 juin 2011

**A DEMAIN LA RÉPUBLIQUE ?**  
Colloque du 10 octobre 2011

**LA DIMENSION STRATÉGIQUE DE L'AGRICULTURE**  
Colloque du 7 novembre 2011

**QUELLES SOLUTIONS POUR LE SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL ?**  
Colloque du 14 novembre 2011

**UNE POLITIQUE DU TRAVAIL**  
Colloque du 9 janvier 2012

**LA RÉFORME DES BANQUES**  
Colloque du lundi 23 janvier 2012

**APPROCHES THÉORIQUE ET PRATIQUE D'UNE MONNAIE COMMUNE**  
Table ronde du lundi 13 février 2012

**L'EURO MONNAIE UNIQUE PEUT-IL SURVIVRE ?**  
Colloque du lundi 24 septembre 2012

**L'ESPRIT DU REDRESSEMENT PRODUCTIF**  
Table ronde du lundi 26 novembre 2012 autour d'Arnaud Montebourg

**LES ÉTATS ÉMERGENTS : VERS UN BASCULEMENT DU MONDE ?**  
Colloque du lundi 10 décembre 2012

## NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **Jacques Fournier**, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, Conseiller d'Etat honoraire : « **A propos de la dépense publique** »
- **Kevin Limonier**, chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII), enseignant à l'Université russe d'Etat de sciences humaines (RGGU) : « **Les chemins douloureux d'une économie russe de l'innovation** »
- **Daniel Bloch**, ancien président d'Universités, ancien recteur d'Académie, ancien directeur des Enseignements supérieurs : « **Deux défis pour l'éducation nationale** »
- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica : « **Une approche républicaine du dialogue social** »

## NOTES DE LECTURE :


Parues récemment :

- « **L'Europe prise en étau entre les Etats-Unis et la Chine** », note de lecture de l'ouvrage « La Chine contre l'Amérique – Le duel du siècle » d'Alain Frachon et Daniel Vernet (Grasset, octobre 2012), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **Ces pays « émergents » qui bouleversent le monde** », note de lecture de l'ouvrage de **Sylvia Delannoy** : Géopolitique des pays émergents – Ils changent le monde (puf : mars 2012), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **La réindustrialisation de la France passe par un changement de paradigme** », note de lecture de l'ouvrage de **Gabriel Colletis**, L'Urgence industrielle! (Le Bord de l'eau : février 2012), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

[info@fondation-res-publica.org](mailto:info@fondation-res-publica.org)

Achevé  
d'imprimer  
en février 2013